

Synthèse des résultats

Consultation sur l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités rurales du Yukon

Document préparé par Rumsey Consulting
pour le gouvernement du Yukon

Janvier 2024



RUMSEY CONSULTING

Remerciements

Nous tenons à remercier les victimes et les membres de leurs familles, les Premières Nations, les fournisseurs de services communautaires, les gardiennes et gardiens du savoir et les Aînées et Aînés du Yukon pour leurs observations judicieuses lors de la consultation. Leurs contributions ont été déterminantes pour donner forme à ce projet et définir la voie à suivre. Leurs voix nous ont permis de mieux comprendre les choses ainsi que la nécessité et l'importance de lutter contre la violence à caractère sexuel dans le territoire. Nous leur sommes profondément reconnaissants de la confiance et de l'ouverture qu'elles et ils ont manifesté à notre égard.

Avertissement

Le présent rapport contient de l'information qui pourrait bouleverser ou troubler certaines personnes. Son contenu porte notamment sur les agressions à caractère sexuel, les pensionnats et les traumatismes historiques et intergénérationnels.

Pour obtenir de l'aide immédiate et confidentielle

Ligne d'écoute en cas d'agression à caractère sexuel

1-844-967-7275

Basée au Yukon et disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

sartyukon.ca/fr/

Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être

1-855-242-3310 ou espoirpourlemieuxetre.ca/

Cette ligne permet aux Autochtones d'obtenir immédiatement des conseils en santé mentale ou des services d'intervention en cas de crise.

Disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Ligne d'aide en cas de crise de suicide

Appelez ou textez le 988 si vous ou une connaissance êtes en situation de crise urgente ou avez des inquiétudes liées au suicide.

Disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Jeunesse, J'écoute

Appelez au 1-800-668-6868 ou textez « PARLER » au 686868

Soutien gratuit et confidentiel pour les jeunes jeunessejecoute.ca/

Disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.



Table des matières

Résumé	7
Introduction	13
Contexte	13
Aperçu de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel	14
Avertissement	15
Méthodologie	16
Rumsey Consulting et New Territory Consulting	17
Approche	17
Consultation et prise de contact	17
Tenir compte des traumatismes	17
Participants	18
Entrevues	18
Groupes de discussion	18
Participation par collectivité	19
Codage thématique des résultats	19
Limites	20
Avertissement	20
IPSOS et SISCO	21
Résumé de la consultation	21
Travail sur le terrain	22
Mobilisation pour la consultation	22
Approche	23
Carrefour de consultation en ligne	23
Consultations en personne	25
Rémunération	25
Consultation des enfants et des jeunes	25
Limites	26
Questions posées	27
Synthèse des résultats : résumé des commentaires par thème	28

Connaissance des services offerts	28
Faible connaissance de la façon d'accéder aux services dans les collectivités	28
Faible sensibilisation aux agressions à caractère sexuel	29
Ressources disponibles	29
Peu de ressources et de mesures de soutien pour les enfants et les jeunes victimes	29
La GRC, la Section des soins infirmiers communautaires et les Premières Nations assurent le soutien essentiel dans les collectivités	30
Ce qui fonctionne bien	30
Personnel connu et digne de confiance	30
Cohésion et collaboration dans la collectivité	30
Mesures de soutien et ressources thérapeutiques	31
Stimulation de la sensibilisation, de l'intérêt et de la participation	31
Meilleure disponibilité des services	31
Initiatives de prévention	32
Obstacles et difficultés de l'accès aux services de soutien	32
Peur	32
Stigmatisation et honte	33
Manque de confidentialité dans les collectivités	33
Influence négative des répercussions tenaces du colonialisme et des pensionnats sur le traitement de la violence à caractère sexuel	34
Méfiance à l'égard des établissements et racisme systémique au sein de ceux-ci	34
Échecs du système de justice	35
Automédication et engourdissement par l'alcool	36
Manque de soutien et de ressources en santé mentale	36
Soutien inadéquat des victimes autochtones	36
Haut taux de vacances et de roulement du personnel essentiel dans les collectivités	37
Options de transport limitées	37
Absence d'espaces sécuritaires pour les victimes et infrastructure inadéquate	38
Manque de formations sur la sécurisation culturelle et tenant compte des traumatismes pour les professionnelles et professionnels	38
Trousses médicolégales pour agression sexuelle habituellement réservées aux hôpitaux du Yukon	39

Options pour mieux soutenir les victimes	39
Meilleure connaissance des ressources et services destinés aux victimes de violence à caractère sexuel	39
Stratégies de prévention	40
Soutien culturel et guérison axée sur la nature	40
Formation tenant compte des traumatismes à suivre par les fournisseurs de services et les bénévoles	41
Options diversifiées de prestation de services pour répondre aux besoins de chaque victime	41
Personnel connu et digne de confiance	42
Collaboration pour élargir la zone servie	42
Meilleures options de transport	42
Plus d'espaces et d'options sécuritaires	43
Formation et orientation stratégique sur l'utilisation des troussees médico-légales pour agression sexuelle	43
Conclusion	44
Annexe	
Paramètres finaux de la campagne de médias sociaux pour l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités	45



Résumé

Le gouvernement du Yukon, le ministère de la Justice, le ministère de la Santé et des Affaires sociales et la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres travaillent activement avec des organismes partenaires à l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel partout au Yukon, et non seulement à Whitehorse. Les services de Rumsey Consulting et de New Territory Consulting ont donc été retenus pour consulter les gouvernements et organismes des Premières Nations ainsi que les fournisseurs de services. Ipsos et SISCO & Associates Consulting Services Inc. (SISCO), quant à eux, ont été retenus pour consulter les victimes de violence à caractère sexuel à l'occasion d'une campagne intitulée « Votre opinion compte ». Le présent rapport combine les résultats des deux initiatives de consultation.

Objet de la consultation

Objet des deux initiatives de consultation :

1. Déterminer dans quelle mesure sont connus les services aux victimes d'agression sexuelle.
2. Cerner les éléments les plus utiles dans les ressources et les mesures de soutien en place, et comprendre les obstacles à l'accès à ces ressources et mesures.
3. Comprendre pourquoi certaines victimes choisissent de ne pas obtenir de services et d'aide.
4. Comprendre les restrictions et les facteurs régionaux influant sur la conception et la prestation des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités rurales du Yukon.
5. Recueillir les commentaires des victimes, des gouvernements et organismes des Premières Nations du Yukon et des fournisseurs de services sur la façon d'améliorer les services pour qu'ils répondent mieux aux besoins des victimes de violence à caractère sexuel dans le territoire.

Méthodologie

Au total, 244 personnes de 14 collectivités du Yukon ont participé à la consultation, notamment des victimes de violence à caractère sexuel et des membres de leurs familles ainsi que des représentantes et représentants de divers secteurs de service, dont des premières intervenantes et premiers intervenants, des fournisseurs de services autochtones, des exploitantes et exploitants de services à but non lucratif, des maisons de transition pour femmes, des gouvernements des Premières Nations du Yukon, des organismes fédéraux et plusieurs ministères du territoire.

L'équipe de recherche de chaque cabinet d'experts-conseils a mené des consultations en personne, en ligne, au téléphone et en virtuel avec des personnes des collectivités suivantes :

- Beaver Creek – Première Nation de White River
- Burwash Landing – Première Nation de Kluane
- Carcross – Première Nation de Carcross/Tagish

- Carmacks – Première Nation de Little Salmon/Carmacks
- Dawson – Première Nation des Tr’ondëk Hwëch’in
- Faro – Conseil Dena de Ross River
- Haines Junction – Premières Nations de Champagne et d’Aishihik
- Mayo – Première Nation des Na-Cho Nyak Dun
- Old Crow – Première Nation des Gwitchin Vuntut
- Pelly Crossing – Première Nation de Selkirk
- Ross River – Conseil Dena de Ross River
- Teslin – Conseil des Tlingits de Teslin
- Watson Lake – Première Nation de Liard
- Whitehorse – Première Nation des Kwanlin Dün et Conseil des Ta’an Kwäch’än

Rumsey Consulting et New Territory Consulting : **Consultation des gouvernements et organismes des Premières Nations du Yukon ainsi que des fournisseurs de services**

Sur une période de six semaines en mai et juin 2023, 51 consultations ont eu lieu à l’échelle du Yukon avec 121 personnes représentant différents secteurs de service, comme des premières intervenantes et premiers intervenants, des fournisseurs de services autochtones, des exploitants de services à but non lucratif, des maisons de transition pour femmes, des gouvernements des Premières Nations du Yukon, des organismes fédéraux et plusieurs ministères du territoire. Les participantes et participants venaient de 13 collectivités rurales du Yukon. Ont aussi été consultés des organismes de Whitehorse représentant les collectivités rurales ou leur fournissant des services.

Au total, il y a eu 38 entrevues (de deux personnes ou moins) et 13 groupes de discussion (de trois personnes ou plus) organisés pour recueillir les commentaires et les observations sur la meilleure façon d’aider les victimes de violence à caractère sexuel si l’on offre les services de l’équipe d’intervention en cas d’agression à caractère sexuel dans les collectivités.

Ipsos et Sisco : **Consultation des victimes de violence à caractère sexuel**

En août 2023, 123 personnes de 13 collectivités du Yukon ont participé à l’initiative « Votre opinion compte ». Ainsi, 42 victimes d’agression à caractère sexuel et, dans certains cas, les membres de leurs familles, ont participé à des cercles de partage dans leurs collectivités, et 11 personnes ont pris part à des entrevues par téléphone ou en personne. De plus, 80 personnes se sont connectées au carrefour en ligne, 69 d’entre elles ont rempli le questionnaire et une personne a répondu à la moitié des questions seulement.

Limites

Il convient de reconnaître que même si la participation globale aux deux initiatives de consultation était forte, certains facteurs ont pu influencer sur le caractère généralisable et la portée des conclusions. On pense notamment au petit échantillon de participation dans certaines collectivités, à la courte fenêtre de consultation, à la participation restreinte dans les collectivités en situation de crise, aux priorités des collectivités en été, aux postes essentiels vacants et à l'obligation pour les jeunes de moins de 19 ans d'obtenir le consentement parental.

Conclusions principales

Les conclusions présentées résultent de la consultation de l'ensemble des participantes et participants.

Degré de connaissance

- La plupart des victimes, du personnel des gouvernements des Premières Nations et des fournisseurs de services communautaires connaissent très peu l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel et les autres ressources offertes aux victimes ainsi que la manière d'y accéder ou d'aider quelqu'un à le faire.
- Les participantes et participants ont souligné un manque crucial de connaissance et de compréhension des agressions sexuelles dans leur collectivité. Il est urgent de promouvoir la sensibilisation générale et de faire plus d'efforts pour clarifier les signes d'agression à caractère sexuel, les conséquences d'une agression et l'aide disponible.

Ressources disponibles

- Il manque des postes spécialisés et du personnel formé pour aider les enfants et les jeunes victimes à cause du nombre élevé de postes vacants chez les conseillères et conseillers scolaires, les travailleuses et travailleurs sociaux en région et les intervenantes et intervenants en mieux-être des enfants et des jeunes, entre autres.
- Dans les plus petites collectivités, la GRC, la Section des soins infirmiers communautaires et les Premières Nations ont été désignées comme les ressources de base pour les victimes de violence à caractère sexuel. Les ressources limitées et la variabilité de l'accessibilité au personnel des Services aux victimes, aux mesures de soutien pour les Autochtones, aux conseillères et conseillers et aux travailleuses et travailleurs sociaux en région rendent la situation difficile pour les victimes souhaitant recevoir un soutien complet.

Ce qui fonctionne bien

- Avoir du personnel connu et digne de confiance dans les collectivités peut aider les victimes à se sentir à l'aise et en sécurité, ce qui pourrait les inciter à parler de leur expérience et à demander de l'aide. La présence de personnel habitant ou travaillant dans la collectivité depuis longtemps suscite la confiance et rassure les victimes, qui sont plus susceptibles de demander de l'aide.
- Les collectivités s'unissent en période de crise, une preuve de leur force et résilience. À certains endroits, la collaboration fructueuse entre beaucoup de membres de la collectivité, les fournisseurs de services, la GRC et les Premières Nations permet de mettre en place de solides cercles de soins pour les victimes.

- Le soutien thérapeutique fourni par les conseillères et conseillers professionnels dans les collectivités est très apprécié. Le counseling et le soutien offerts par les Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances ainsi que les services fournis sous contrat par les Premières Nations sont considérés comme des ressources inestimables pour aider les victimes de violence à caractère sexuel à se rétablir à long terme. Cependant, ces ressources sont insuffisantes.
- Certaines collectivités participent activement aux initiatives de prévention axées sur la sensibilisation pour faire changer l'attitude à l'égard de la violence à caractère sexuel.
- Il est plus facile d'obtenir des ressources et des soins complets dans les plus grandes collectivités comme Dawson et Watson Lake, dans les hôpitaux ainsi qu'auprès du personnel des Services aux victimes dans les collectivités, du personnel des Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances et des refuges pour femmes.
- Les fournisseurs de services, les Premières Nations et les victimes sont empressés de s'attaquer au problème de la violence à caractère sexuel. L'ensemble des participantes et participants ont salué les efforts pour offrir les services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités.
- La prestation des services s'est améliorée, notamment grâce à la formation des médecins sur l'utilisation des troussees médicolécales pour agression sexuelle, aux carrefours des Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances et à la ligne d'écoute en cas d'agression à caractère sexuel offerte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Obstacles et défis de l'accès aux services

- La peur et la stigmatisation empêchent couramment les victimes d'obtenir des services ou du soutien parce que ces dernières craignent plutôt concrètement les répercussions, l'atteinte à leur réputation et de ne pas être crues dans les petites collectivités. Les gens se connaissent souvent bien, et il arrive que la personne commettant l'agression soit un membre respecté de la collectivité ou de la famille.
- Le manque de confidentialité est une entrave majeure aux victimes cherchant à obtenir de l'aide dans les petites collectivités, où la familiarité qui existe entre les fournisseurs de services ou les membres de la collectivité ravive la crainte des victimes d'être exposées ou jugées ou de subir des représailles. Cette inquiétude est accentuée par le risque que la victime et la personne commettant l'agression recourent aux mêmes ressources, ce qui pourrait entraîner un conflit d'intérêts et décourager encore plus les victimes d'obtenir de l'aide et des services essentiels.
- Les répercussions tenaces de la colonisation et des traumatismes historiques, notamment des pensionnats, continuent de nuire à la façon dont les communautés autochtones traitent la violence à caractère sexuel. Beaucoup de victimes autochtones peinent à obtenir du soutien psychologique et émotionnel adéquat pour remédier au tort subi.
- La discrimination et les préjugés raciaux, surtout en santé, accentuent la vulnérabilité des victimes et agissent souvent comme facteurs dissuasifs. La faible représentation autochtone dans ce système aggrave aussi le sentiment d'aliénation des victimes. La méfiance tenace, notamment envers le gouvernement du Yukon et la GRC, met en évidence l'urgence d'opérer des changements authentiques et culturellement adaptés pour épauler efficacement les communautés autochtones.

- Les victimes sont réticentes à recourir au système de justice en raison des risques de nouveaux traumatismes et de mauvais traitements ainsi que de leur fort doute que le résultat sera juste et équitable.
- Certaines victimes se tournent vers les substances pour gérer leur traumatisme, soit la violence à caractère sexuel.
- Le soutien thérapeutique n'est pas uniforme dans les collectivités, et les victimes sentent que le manque de ressources en santé mentale place un fardeau émotionnel sur leur famille et sur elles.
- Le soutien pour les victimes et les survivantes et survivants autochtones est inadéquat, surtout pour les personnes abusées sexuellement dans les pensionnats.
- La formation des professionnelles et professionnels, dont les fournisseurs de soins communautaires, les membres de la GRC, les avocates et avocats et les bénévoles des collectivités éloignées, ne tient pas compte des traumatismes et n'est pas adaptée à la culture. Cette lacune dans la formation spécialisée, combinée à l'expérience limitée de travail avec les communautés autochtones, multiplie le risque de nouveau traumatisme pour les victimes voulant obtenir de l'aide.
- Les options de transport limitées vers les grands centres représentent un défi important pour les victimes. Ces dernières hésitent à obtenir des services si elles doivent organiser leur séjour et parcourir une longue distance, ou n'ont pas les moyens de se loger et de retourner chez elles.
- La plupart des collectivités sont dépourvues d'espaces sécuritaires, de refuges d'urgence ou de maisons d'hébergement pour les victimes, ce qui accentue la peur et la vulnérabilité. Le manque d'options de refuge sécuritaire dans les collectivités place les gens dans des situations précaires pouvant menacer leur sécurité.
- Le grand nombre de postes essentiels vacants, comme ceux de travailleuses et travailleurs sociaux, de personnel infirmier et de personnel de soutien en santé mentale, se traduit par une aide aux victimes amoindrie ou inexistante dans certaines collectivités. Les participantes et participants s'inquiètent que la rareté des ressources entrave gravement leur capacité à prodiguer des soins appropriés.
- Les trousse médicolégales pour agression sexuelle ne sont disponibles en tout temps que dans les hôpitaux du Yukon; c'est une entrave majeure pour les victimes incapables ou refusant de se rendre dans les grandes collectivités. Le personnel de la santé a mentionné qu'il est difficile d'utiliser ces trousse dans les centres de santé locaux et que les personnes qui les emploient doivent suivre une formation adéquate et être orientées stratégiquement pour garantir une procédure en bonne et due forme.

Options pour l'amélioration

- Il faut mieux faire connaître les ressources et services à la disposition des victimes de violence à caractère sexuel par l'utilisation de portails destinés spécifiquement aux agressions sexuelles, les médias sociaux et le bouche-à-oreille pour assurer une communication efficace dans les collectivités.
- Il faut des stratégies globales de prévention de la violence à caractère sexuel soulignant l'urgence de démontrer comment repérer une agression à caractère sexuel ainsi que de renforcement des relations sexuelles positives et de changement de mentalités à l'égard des victimes, qui sont souvent blâmées.
- Nous avons besoin de mesures de soutien à la guérison solides et axées sur la culture et la nature pour traiter les traumatismes intergénérationnels par l'intégration de services de santé mentale complets et adaptés à la culture, mesures préconisant la mise en place de programmes et de journées de réflexion communautaires inclusifs et spécialisés qui sont ancrés dans les pratiques de guérison autochtones.
- Il faut former la totalité des fournisseurs de services et des bénévoles sur la sécurisation culturelle et les approches tenant compte des traumatismes et de la violence pour leur enseigner comment intervenir efficacement et avec empathie auprès des victimes. Cela implique d'insister sur l'importance d'un langage respectueux ainsi que de comprendre les répercussions des traumatismes et la culture autochtone.
- Il faut diversifier les options de services des différents fournisseurs, dont les organismes non gouvernementaux (ONG) et les organismes et gouvernements des Premières Nations, pour répondre aux besoins variés des victimes.
- Nous devons offrir un soutien intime, local et empreint de confiance aux victimes de violence à caractère sexuel en insistant sur le rôle du personnel de soutien pouvant établir un lien de confiance et comprendre le contexte local, sans négliger les préoccupations relatives à la confidentialité et à la sécurité.
- Il faut plus de maisons d'hébergement, de refuges et de carrefours de services. Nous devons aussi améliorer l'infrastructure pour les victimes. Il est également nécessaire d'offrir des options de logement sécuritaires et viables à l'extérieur de la collectivité, au besoin, pour protéger les victimes et leur donner accès à des ressources confidentielles.
- Il faut mettre en place un réseau de services et d'aide complet et collaboratif dans les collectivités, notamment des partenariats avec les organismes locaux, les fournisseurs de soins de santé, les Premières Nations et les groupes communautaires, pour pouvoir offrir des services concertés à d'autres moments qu'en semaine et en dehors des heures d'ouverture.
- Il faut offrir des services de transport fiables pour assurer l'accès rapide aux services de soutien, aux instances judiciaires, aux soins médicaux et à des logements sûrs, surtout dans les collectivités éloignées.
- Nous devons avoir une orientation stratégique claire et instaurer une formation exhaustive pour avoir des protocoles et procédures normalisés concernant les trousseaux médicolégales afin que le personnel infirmier les utilise de manière efficace et sécuritaire dans les collectivités.



Introduction

Contexte

Le ministère de la Justice, le ministère de la Santé et des Affaires sociales et la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres du Yukon travaillent avec des organismes partenaires en vue d'offrir les services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans 13 collectivités à l'extérieur de Whitehorse. Ces organismes partenaires comprennent la GRC, le Service des poursuites pénales du Canada, la Régie des hôpitaux du Yukon et le Conseil des Premières Nations du Yukon.

Pour concrétiser l'offre des services de l'équipe dans les collectivités, le gouvernement du Yukon a conclu un contrat avec Rumsey Consulting et New Territory Consulting afin que les deux organisations consultent les gouvernements et les organismes des Premières Nations du Yukon, les fournisseurs de services communautaires et d'autres parties prenantes. Il a aussi conclu un contrat avec IPSOS et Sisco & Associates Consulting Services (SISCO) pour que les deux organisations consultent les victimes de violence à caractère sexuel dans 13 collectivités rurales et à Whitehorse.

Ces initiatives de consultation visaient à écouter les victimes, les fournisseurs de services et les Premières Nations du Yukon pour juger dans quelle mesure les services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel sont connus dans les collectivités et pour mieux comprendre les ressources destinées aux victimes de violence à caractère sexuel en dehors de Whitehorse. Il fallait entre autres relever les éléments les plus utiles des ressources et des mesures de soutien en place ainsi que les lacunes ou entraves existantes et voir comment améliorer les services pour mieux aider les victimes

Voici les objectifs principaux de la consultation :

1. Déterminer dans quelle mesure sont connus les services aux victimes d'agression sexuelle.
2. Cerner les éléments les plus utiles dans les ressources et les mesures de soutien en place, et comprendre les obstacles à l'accès à ces ressources et mesures.
3. Comprendre pourquoi certaines victimes choisissent de ne pas obtenir de services et d'aide.
4. Comprendre les restrictions et les facteurs régionaux influant sur la conception et la prestation des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités rurales du Yukon.
5. Recueillir les commentaires des victimes, des gouvernements et organismes des Premières Nations du Yukon et des fournisseurs de services sur la façon d'améliorer les services pour qu'ils répondent mieux aux besoins des victimes de violence à caractère sexuel dans le territoire.

Aperçu de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel

L'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel regroupe des fournisseurs de services qui interviennent de manière concertée et collaborative pour aider quiconque – les enfants, les jeunes, les adultes et les personnes de tous genres – est victime de violence à caractère sexuel. Elle suit un protocole favorisant une intervention concertée et une meilleure coordination et collaboration entre les organismes et les autres partenaires. La violence à caractère sexuel s'entend des contacts sexuels non consentis, dont les contacts buccaux, les étreintes, les attouchements et la pénétration.

Cette équipe vise avant tout à améliorer la collaboration entre les fournisseurs de services et à adopter une approche intégrée, axée sur la victime et tenant compte des traumatismes pour aider les personnes touchées par la violence à caractère sexuel. Cette approche globale regroupe trois piliers essentiels de services : légaux, médicaux et sociaux (ce qui inclut le soutien culturel).

L'équipe offre actuellement les services suivants aux personnes touchées par la violence à caractère sexuel :

- une ligne d'écoute en cas d'agression à caractère sexuel basée au Yukon disponible dans tout le territoire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et de l'aide aux victimes, aux personnes de soutien et aux professionnelles et professionnels cherchant de l'information;
- du soutien et de l'accompagnement à l'hôpital ou à la GRC, du counseling en situation de crise, de l'aide avec le système de justice et d'autres services;
- la Women's Transition Home, située à Whitehorse, un refuge d'urgence pour les femmes, les personnes diversifiées sur le plan du genre et leurs enfants victimes de violence;
- des soins médicaux, dont la remise des troussees médicolégales pour agression sexuelle et des troussees médicolégales en attente par les praticiennes et praticiens spécialisés dans l'examen des victimes d'agression à caractère sexuel à l'Hôpital général de Whitehorse, soins disponibles sur appel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7;
- le Groupe des interventions spécialisées de la GRC, une unité spécialisée d'agentes et agents de police disponible sur appel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7;
- les Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances, qui priorisent l'accès des victimes à du counseling et à des services de santé mentale.

Les services de l'équipe sont offerts à tout le monde, peu importe le lieu de résidence. Il suffit d'appeler la ligne d'écoute en cas d'agression à caractère sexuel, d'être aiguillé vers les Services aux victimes ou de recevoir du counseling des Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances. Les troussees sont disponibles dans les trois hôpitaux du Yukon. À Dawson et à Watson Lake, c'est le médecin de l'urgence qui s'en occupe, et à Whitehorse, ce sont les médecins de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel. Cependant, certains services, comme l'accompagnement à l'hôpital, à la GRC ou à la Women's Transition Home, ne sont offerts qu'à Whitehorse.

Avertissement

Dans ce rapport, le mot « victime » est utilisé pour désigner des personnes ayant subi de la violence à caractère sexuel. Ce choix terminologique repose sur des considérations contextuelles particulières. Ce mot est couramment utilisé dans les discussions sur les agressions sexuelles, surtout dans le contexte juridique, où il désigne souvent les personnes contre lesquelles un crime a été commis. Même si nous reconnaissons l'importance d'employer des termes axés sur les survivantes et survivants pour souligner la résilience et la force de ces personnes, la décision d'utiliser le mot « victime » dans ce rapport cadre avec la terminologie établie couramment utilisée dans le domaine juridique. Il convient de noter que ce choix n'amointrit ni ne dissout aucunement la force, la capacité d'agir ou la résilience des survivantes et survivants de la violence à caractère sexuel, mais reflète plutôt les conventions linguistiques dans ces contextes.



Méthodologie

Au total, 244 personnes de 14 collectivités du Yukon ont participé à la consultation, notamment des victimes de violence à caractère sexuel et des membres de leurs familles ainsi que des premières intervenantes et premiers intervenants, des fournisseurs de services autochtones, des exploitantes et exploitants de services à but non lucratif, des maisons de transition pour femmes, des gouvernements des Premières Nations du Yukon, des organismes fédéraux et plusieurs ministères du territoire.

L'équipe de recherche de chaque cabinet d'experts-conseils a mené des consultations en personne, en ligne, au téléphone et en virtuel avec des personnes des collectivités suivantes :

- Beaver Creek – Première Nation de White River
- Burwash Landing – Première Nation de Kluane
- Carcross – Première Nation de Carcross/Tagish
- Carmacks – Première Nation de Little Salmon/Carmacks
- Dawson – Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in
- Faro – Conseil Dena de Ross River
- Haines Junction – Premières Nations de Champagne et d'Aishihik
- Mayo – Première Nation des Na-Cho Nyak Dun
- Old Crow – Première Nation des Gwitchin Vuntut
- Pelly Crossing – Première Nation de Selkirk
- Ross River – Conseil Dena de Ross River
- Teslin – Conseil des Tlingits de Teslin
- Watson Lake – Première Nation de Liard
- Whitehorse – Première Nation des Kwanlin Dün et Conseil des Ta'an Kwäch'än

Chaque cabinet a adopté une approche unique pour mobiliser les participantes et participants, approche tenant compte des traumatismes et des principes de la recherche participative communautaire. Ce type d'approche favorise la participation active des personnes dont la vie a été bouleversée par le sujet étudié. La recherche participative communautaire tient compte de la sécurisation culturelle, de la réflexivité, de la ruralité du Yukon et de la nature délicate des sujets abordés, dont : les agressions sexuelles et la violence fondée sur le genre, l'expérience des traumatismes intergénérationnels et les répercussions de la colonisation et des pensionnats.

La prochaine section explique la méthodologie de consultation employée par chaque cabinet.

Rumsey Consulting et New Territory Consulting

Consultation des gouvernements et des organismes des Premières Nations du Yukon, des fournisseurs de services et d'autres parties prenantes

Approche

Pour obtenir la rétroaction des gouvernements et des organismes des Premières Nations du Yukon ainsi que des fournisseurs de services communautaires, nous avons adopté une approche de nature hautement qualitative adaptée spécifiquement au contexte unique des collectivités consultées. Comme nous savions qu'il était important de saisir la richesse et la profondeur de ces conversations, et que nous devions adapter notre approche aux préférences des participantes et participants, nous avons tenu des entrevues individuelles et des groupes de discussion. Nous avons ainsi pu créer un espace sûr favorisant le dialogue, et les participantes et participants ont réussi à nous communiquer clairement leurs pensées, idées et expériences. Nous avons aussi offert des rencontres en personne ou en virtuel, pour faire preuve de flexibilité et répondre à la disponibilité et aux souhaits des participantes et participants.

Consultation et prise de contact

Le gouvernement du Yukon a fourni une liste des personnes-ressources clés recommandées qui nous ont servi de guides pendant les phases initiales de notre processus de consultation. Pour commencer, nous avons invité les directrices et directeurs de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations à prendre contact avec nous, tout en soulignant l'importance de leurs commentaires et en encourageant leur participation, conformément aux pratiques exemplaires pour la communication avec les gouvernements des Premières Nations du Yukon. Cette approche, qui reconnaît le rôle central des directrices et directeurs dans la promotion du mieux-être de la population et des collectivités, visait à établir un lien et la confiance.

En plus de contacter les organismes et les personnes suggérées par le gouvernement du Yukon, nous avons misé sur le « bouche-à-oreille » pour élargir la liste des personnes-ressources clés. Comme nous savions que les collectivités sont soudées, nous avons encouragé activement les participantes et participants ayant déjà démontré de l'intérêt ou fait partie du projet à transmettre l'information à leurs collègues ou à nous suggérer des gens à contacter. Nous avons ainsi pu agrandir considérablement le bassin de participation et nous assurer que nous communiquions avec les personnes et les organismes les mieux placés dans leur collectivité pour discuter du sujet abordé.

Tenir compte des traumatismes

Durant la consultation, nous avons pris en compte la nature délicate et difficile des échanges sur la violence à caractère sexuel, surtout dans les petites collectivités, là où les fournisseurs de services peuvent avoir été personnellement touchés par ce type de violence. Nous avons adopté une approche tenant compte des traumatismes qui reconnaît les répercussions potentielles des discussions sur les expériences liées à la violence à caractère sexuel sur les participantes et participants.

Pour répondre aux préoccupations, nous avons expliqué clairement le processus de recherche, indiquant que la participation était volontaire et confidentielle et qu'il était possible de mettre fin aux échanges en tout temps. Nous avons aussi priorisé le mieux-être et la sécurité émotionnelle des participantes et participants en les informant des autres mesures de soutien à leur disposition si elles et ils avaient besoin de poursuivre la discussion après l'entrevue ou le groupe de discussion.

Participants

Pendant six semaines en mai et juin 2023, notre équipe a tenu 51 consultations en personne et en virtuel pour recueillir des commentaires et des avis sur les services et les mesures de soutien à la disposition des victimes de violence à caractère sexuel ailleurs qu'à Whitehorse. Nous avons parlé à 121 personnes de 13 collectivités rurales du Yukon (Beaver Creek, Burwash Landing, Carcross, Carmacks, Dawson, Faro, Haines Junction, Mayo, Old Crow, Pelly Crossing, Ross River, Teslin et Watson Lake) ainsi qu'avec des responsables d'organismes de Whitehorse représentant ou servant des collectivités rurales.

Afin que l'échantillon représente divers postes, rôles et services œuvrant dans les collectivités et auprès des victimes de violence à caractère sexuel, nous avons consulté des gens des secteurs suivants :

- Première intervention (ex. GRC et Services médicaux d'urgence, y compris des bénévoles);
- Fournisseurs de services et organismes autochtones;
- Fournisseurs de services à but non lucratif;
- Organismes fédéraux pertinents (ex. Service des poursuites pénales du Canada);
- Maisons d'hébergement pour femmes;
- Gouvernements des Premières Nations du Yukon;
- Gouvernement du Yukon, ministère de l'Éducation;
- Gouvernement du Yukon, ministère de la Santé et des Affaires sociales;
- Gouvernement du Yukon, ministère de la Justice;
- Régie des hôpitaux du Yukon.

Entrevues

Pendant la consultation, nous avons mené 38 entrevues avec deux personnes ou moins directement sur place, en virtuel ou par téléphone. Nous avons posé aux participantes et participants 10 questions pour recueillir leurs perspectives et expériences ainsi que leur connaissance de leur collectivité. Les entrevues ont duré entre 45 et 60 minutes environ.

Groupes de discussion

Pendant la consultation, il y a eu 13 groupes de discussion sur place ou en virtuel avec au moins trois personnes. Selon la préférence, les groupes rassemblaient soit des gens d'un secteur donné et plus de trois membres du personnel concerné, soit des gens de différents secteurs présents dans la collectivité (ex. GRC, Services médicaux d'urgence, personnel du gouvernement des Premières Nations du Yukon, Section des soins infirmiers communautaires, etc.). Les discussions duraient habituellement 60 minutes.

Participation par collectivité

Pendant la consultation, nous nous sommes efforcés d'inclure des personnes de toutes les collectivités, mais savions que la disponibilité des participantes et participants pouvait varier selon la taille de la population et le nombre de services offerts à chaque endroit. Par conséquent, les collectivités plus grandes peuvent avoir un taux de participation plus élevé, tandis que les plus petites peuvent être peu représentées. De plus, nous avons consulté des personnes de Whitehorse représentant une collectivité ou fournissant des services à cet endroit dans le cadre de leur travail. Le tableau 1 montre le nombre total de personnes ayant participé par collectivité.

Tableau 1 : Taux de participation dans les collectivités

Collectivité	Nombre de participantes et participants	Collectivité	Nombre de participantes et participants
Carcross	12	Mayo	8
Carmacks	9	Old Crow	2
Beaver Creek	4	Pelly Crossing	2
Burwash Landing	2	Ross River	2
Dawson	13	Teslin	4
Faro	2	Watson Lake	13
Haines Junction	6	Whitehorse ¹	42

¹ Plusieurs fournisseurs de services et organismes consultés se trouvent ailleurs qu'à Whitehorse, mais ont pour mandat de fournir des services itinérants dans les collectivités.

Codage thématique des résultats

Pour représenter pleinement l'éventail des commentaires reçus et nous assurer d'avoir saisi les thèmes communs dans une collectivité et entre les collectivités, nous avons recouru au codage inductif, un processus d'analyse de données consistant à lire et à interpréter des données contextuelles brutes pour déterminer les thèmes ou concepts. Nous avons commencé sans codes prédéterminés, mais en favorisant l'émergence de résultats narratifs et thématiques à partir de l'étude approfondie des données tirées des entrevues et des groupes de discussion. Il s'agissait d'un processus itératif dans le cadre duquel nous avons analysé les données, codé et modifié le codage à maintes reprises.

Le présent rapport résume les principaux thèmes ressortis de la consultation des différentes collectivités; il ne reflète pas nécessairement chaque commentaire formulé.

Limites

Pour une évaluation équilibrée et transparente de notre projet de consultation et de ses résultats, il est primordial de reconnaître les limites ayant pu influencer sur l'étendue et le caractère généralisable des conclusions. Voici certaines de ces limites :

- 1. Petit échantillon :** L'échantillon de participation était modeste dans certaines collectivités. Vu la faible démographie et la rareté des fournisseurs de services, le nombre de participantes et participants dans certaines collectivités était limité, ce qui pourrait influencer sur le caractère généralisable des conclusions de toute la collectivité à ces endroits.
- 2. Courte fenêtre de consultation :** Pour respecter les principaux échéanciers du projet, la consultation s'est déroulée sur environ six semaines en mai et juin 2023. Même si nous avons prolongé sa durée pour maximiser la participation, quelques gouvernements des Premières Nations, personnes et organismes n'ont pas pu y prendre part dans la fenêtre allouée. Si la fenêtre de consultation avait été plus grande, plus de personnes auraient pu participer au projet.
- 3. Participation restreinte dans les collectivités en situation de crise :** Certaines collectivités étaient en situation de crise au moment de la consultation. Ce fait, combiné à la courte fenêtre de consultation, a limité la participation des parties intéressées, surtout les gouvernements des Premières Nations du Yukon et les fournisseurs de services communautaires, parce que leur priorité était de répondre aux besoins immédiats et d'assumer leurs responsabilités urgentes.
- 4. Postes clés vacants :** Plusieurs collectivités avaient des vacances ou des absences prolongées dans les postes clés, comme la Section des soins infirmiers communautaires, la GRC, les travailleuses et travailleurs sociaux et le personnel en santé et en mieux-être des Premières Nations. Ces vacances ou absences peuvent avoir influé sur la quantité de commentaires formulés par le personnel ayant certains points de vue et de l'expertise particulière.
- 5. Résidences à court terme :** Certaines personnes consultées ne résidaient pas dans la collectivité depuis longtemps, une marque du taux élevé de roulement du personnel à certains endroits. Leur arrivée depuis peu dans la collectivité peut avoir joué sur leur compréhension des questions et enjeux liés à la violence à caractère sexuel. Nous nous sommes efforcés d'obtenir les points de vue des membres de longue date de la collectivité, qu'elles et ils y vivent toujours ou non.

Avertissement

Vu la nature délicate de la violence à caractère sexuel et le faible nombre de fournisseurs de services et d'accompagnement dans les collectivités, nous avons délibérément omis le nom des organismes et des Premières Nations dans cette portion du projet de consultation. Ce choix s'inscrit dans notre volonté d'assurer le maximum de confidentialité et de protéger la vie privée des participantes et participants.

Cette absence de noms ne mine aucunement l'importance et la crédibilité de l'information présentée dans le rapport. Les conclusions reposent sur l'ensemble des commentaires et points de vue des participantes et participants des différentes collectivités.

IPSOS et SISCO

Consultation des victimes de violence à caractère sexuel

Résumé de la consultation

Ipsos et SISCO, en collaboration avec l'équipe du projet et les organismes partenaires de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel, ont :

- organisé des activités de consultation auprès des survivantes et survivants d'agressions sexuelles au Yukon, surtout des victimes des 13 collectivités rurales du Yukon et de Whitehorse, et préparé un plan et un calendrier de consultation détaillés;
- coordonné les activités avec la ou le gestionnaire du projet et préparé le matériel nécessaire à l'application du plan;
- préparé un plan de conservation et d'élimination des données personnelles des participantes et participants;
- dressé une liste des ressources et des mesures de soutien, dont les ressources communautaires, territoriales et nationales, qui a été communiquée aux participantes et participants au cas où elles et ils auraient besoin d'aide après la consultation. Des efforts ont aussi été déployés pour assurer la présence d'une Aînée ou un Aîné ou d'une gardienne ou un gardien du savoir de la collectivité à chaque cercle de partage pour épauler les gens, au besoin. Mais à certains endroits, ces personnes n'ont pas pu être présentes aux cercles de partage, notamment dans les collectivités organisant des camps culturels et de récolte en nature;
- organisé et mené la consultation des victimes d'agressions sexuelles au Yukon, de différents groupes démographiques et de personnes aux identités variées ainsi que de parents ou tuteurs ayant aidé des enfants ou des jeunes victimes;
- fait en sorte que les participantes et participants puissent prendre part à une activité culturellement adaptée pendant la consultation. Ont été proposés différentes perles, du fil et des aiguilles ainsi que des marqueurs et du papier pour colorier afin que les participantes et participants puissent s'occuper pendant les cercles de partage. Ces ressources ont été fournies en raison de la nature délicate des discussions et pour rendre les cercles de partage aussi informels et agréables que possible pour les personnes y participant;
- consigné toute l'information obtenue durant la consultation;
- expliqué aux participantes et participants comment obtenir les résultats de la consultation.

Pendant toute la consultation, notre démarche a reposé sur la recherche participative communautaire, des approches tenant compte des traumatismes, des considérations éthiques, l'atténuation des besoins ou problèmes et des protocoles de conservation et d'élimination des données.

Travail sur le terrain

Le carrefour en ligne a été actif en août, et les consultations et entrevues en personne ont eu lieu du 14 au 27 août 2023.

L'équipe s'attendait à un maximum de 70 à 75 participantes et participants, mais il y en a eu 123.

Participation par région :

1. **Whitehorse (n=50)**
2. **Nord** (Dawson, Mayo, Old Crow) **(n=16)**
3. **Ouest** (Haines Junction, Burwash Landing, Beaver Creek) **(n=11)**
4. **Sud** (Watson Lake, Teslin, Carcross, Ross River) **(n=33)**
5. **Centre** (Pelly Crossing, Carmacks, Faro) **(moins de 10¹)**
6. **Autre** (personne vivant à la frontière de la Colombie-Britannique, résidant ailleurs mais agressée au Yukon ou préférant ne pas répondre) **(moins de 10¹⁻²)**

Mobilisation pour la consultation

Le succès de la consultation repose en partie sur l'annonce efficace aux victimes et aux survivantes et survivants d'agressions sexuelles ainsi qu'à leurs proches de l'occasion de parler de leur expérience et de faire part de leur point de vue. L'équipe de consultation a donc préparé une série de documents de mobilisation de différents formats, notamment des affiches, des codes QR, des publications pour les médias sociaux et des cartes professionnelles (discrètes), qui ont été remises aux partenaires de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel pour distribution. Il y a aussi eu des publications sur les médias sociaux d'Ipsos et de SISCO. Une annonce a aussi été préparée et diffusée sur les chaînes radio locales.

Le titre de la campagne, « Votre opinion compte », est une idée de l'équipe du gouvernement du Yukon. Le contenu des communications est le fruit d'une collaboration entre le gouvernement du Yukon, Ipsos et SISCO. Studio (Ipsos) a ensuite préparé les documents.

Les documents expliquaient les différents modes de participation et contenaient un code QR et un lien vers des renseignements supplémentaires : qui nous souhaitions entendre, les multiples façons de commenter (voir la section « Consultations »), les répercussions des récits et la rémunération versée en remerciement. On y trouvait aussi le numéro de téléphone à appeler pour planifier une entrevue.

Les derniers paramètres de la campagne dans les médias sociaux de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel se trouvent dans les annexes.

¹ Comme il y avait moins de 10 participantes et participants, il s'agit d'une information personnelle aux termes de la *Loi sur la protection et la gestion des renseignements médicaux*.

² Note : les nombres pour le centre du Yukon et la catégorie « autre » ne sont pas précisés.

Approche

Notre approche de consultation était profondément ancrée dans la recherche participative communautaire, une forme personnalisée de recherche-action participative spécialement adaptée aux communautés autochtones. Tout en priorisant la sécurisation culturelle, la réflexivité et le contexte rural unique au Yukon, nous voulions couvrir les agressions sexuelles ainsi que les effets persistants de la colonisation et des pensionnats. Dans le respect absolu de la sagesse des Autochtones et de leur pertinence dans les collectivités, notre stratégie de recherche participative communautaire assurait l'échange d'information, conférant des avantages concrets à la collectivité. C'est sur cette fondation que s'appuyaient les différentes voies de consultation, dans l'aisance et la sécurité, avec des sondages anonymes en ligne et des entrevues en personne ou au téléphone menées par l'équipe de modération d'Ipsos. Nous avons utilisé les espaces sûrs existants, comme les centres de loisirs et les centres culturels autochtones, pour bâtir la confiance, éliminer les obstacles à l'accès et autonomiser les participantes et participants en leur offrant un espace sécuritaire et exempt de jugement pour parler de leurs expériences et de leurs idées d'amélioration des services.

Nos outils de consultation ont été pensés avec soin pour prioriser la sécurité émotionnelle des participantes et participants par des questions ouvertes évitant de jeter le blâme ou la responsabilité sur les victimes, les survivantes et survivants et leurs proches. Structurées pour sensibiliser et améliorer les services de soutien, ces questions pouvaient être adaptées à la dynamique et à l'énergie de chaque séance de consultation. Notre plan de consultation, lui, reposait sur une démarche tenant compte des traumatismes combinée au protocole des quatre « R » (Reconnaître, Réaliser, Répondre et Résister à la réactivation des traumatismes), assurant ainsi un climat où étaient pris en compte les traumatismes dans toutes les activités de consultation. Notre approche, qui prévoyait un droit de refus et de retrait, cadrait avec le principe « ne pas nuire », favorisant le sentiment d'aise des participantes et participants, la prise de décision éclairée et la sécurité absolue dans les différentes formes de rétroaction, des carrefours en ligne aux cercles de partages dans les collectivités.

Dans l'esprit du principe « ne pas nuire », nous avons parcouru le contexte communautaire délicat du Yukon, proposé diverses options de rétroaction, assuré l'anonymat et renforcé le contrôle de chaque personne sur son niveau de participation. Malgré les écarts dans la participation, les idées recueillies demeurent solides et inestimables, reflétant les voix des personnes ayant bravement choisi de nous parler de leur parcours.

Carrefour de consultation en ligne

Un site (hébergé sur la plateforme de Recollective) a été créé spécialement pour recueillir les points de vue et les commentaires des victimes et des survivantes et survivants d'agressions sexuelles. Son apparence et son contenu ont été choisis en prenant en compte le niveau de littératie et d'éducation des participantes et participants ainsi que la convivialité et la pertinence de l'outil. Le contenu visait un niveau de lecture de 5^e ou 6^e année. On trouvait sur le site les coordonnées de l'équipe d'Ipsos et de SISCO ainsi qu'une invitation à communiquer avec celle-ci si on avait besoin d'aide pour parcourir et comprendre le site. De plus, le site pouvait être consulté par ordinateur de bureau, appareil mobile, tablette, iPad et téléphone intelligent.

Il fallait une adresse courriel pour accéder au carrefour en ligne. Quiconque intéressé à utiliser le carrefour pour commenter était d'abord dirigé vers un sondage de présélection pour confirmer :

- que la personne était une victime ou une survivante d'agression à caractère sexuel survenue au Yukon ou était en contact étroit avec quelqu'un qui était dans ce cas;
- que la personne avait au moins 19 ans ou que sinon, elle avait obtenu le consentement de ses parents pour participer (cette exigence avait été ajoutée dans une optique d'éthique de recherche).

La page d'accueil renfermait tous les renseignements nécessaires pour permettre aux victimes et aux survivantes et survivants de consentir de manière éclairée à participer.

À des fins de confidentialité, de sécurité, de sûreté et de protection, le carrefour était un site privé, c'est-à-dire que seules les personnes inscrites pouvaient y accéder et répondre au sondage. Les participantes et participants ne pouvaient pas voir les réponses des autres ni interagir avec quiconque d'autre que l'équipe de modération d'Ipsos. L'équipe du gouvernement du Yukon a mis le site à l'essai avant son lancement, sans avoir accès aux participantes et participants et aux données recueillies.

Le carrefour a été actif du 4 au 31 août 2023. Les participantes et participants pouvaient faire les activités quand bon leur convenait et répondre aux questions en plusieurs sessions. On les encourageait à dire tout ce qu'elles et ils se sentaient à l'aise de communiquer, et il leur était possible de passer une question. Le carrefour était modéré par l'équipe de recherche d'Ipsos suivant une approche d'intervention « légère » pour obtenir plus d'information. Les participantes et participants pouvaient répondre par écrit, dans un enregistrement audio ou dans une brève vidéo.

Les quatre sujets abordés :

- parcours d'accès aux services (dont la connaissance de ceux-ci);
- obstacles à cet accès;
- expérience avec les services;
- dernières impressions.

Les participantes et participants devaient aussi dire si le sondage omettait quoi que ce soit et si elles et ils avaient des conseils ou suggestions pour l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel et le gouvernement du Yukon sur la façon de mieux soutenir les victimes.

Certaines données démographiques ont été recueillies (âge, genre, lieu de résidence) ainsi que quelques renseignements personnels, par exemple l'adresse courriel pour vérifier que les éléments soumis venaient bien d'une personne, avoir un moyen de communication en cas de problèmes techniques et savoir où envoyer la rémunération. Chaque personne choisissait son nom d'utilisateur. Les réponses restaient confidentielles en tout temps et n'étaient visibles que par l'équipe de consultation.

A été remis un document complémentaire sur les ressources de soutien émotionnel à la disposition des victimes, des survivantes et survivants et de leurs proches (ex. section yukonnaise de l'Association canadienne pour la santé mentale, Yukon Aboriginal Women's Council, le Centre pour femmes Victoria-Faulkner, National Sexual Assault Hotline, Sexual Assault Canada, etc.). Ce document apparaissait sur toutes les pages du carrefour, donc était accessible en tout temps.

Consultations en personne

L'équipe de consultation sur le terrain, formée d'une chercheuse ou d'un chercheur par cabinet, a visité en voiture Whitehorse et toutes les autres collectivités pendant deux semaines. L'équipe avait réservé des billets d'avion pour Old Crow, mais la consultation a été annulée en raison d'une évacuation pour feu de forêt.

Dans chaque collectivité, les séances de consultation étaient dirigées avec l'équipe de modération d'Ipsos et de SISCO et, dans certains cas, des Aînées et Aînés, des gardiennes et gardiens du savoir et des partenaires communautaires apportaient leur soutien. Les séances ont été tenues à des endroits identifiés par les partenaires comme étant accessibles, sécuritaires et privés. Des fournitures pour le perlage (activité culturelle) et le dessin étaient offertes pendant les séances comme moyen de gérer ses émotions et de favoriser la guérison. À une collectivité, quelqu'un a donné des chandelles parfumées à toutes les autres personnes qui participaient afin de promouvoir la guérison et la positivité.

Rémunération

Afin de montrer aux participantes et participants notre respect et notre reconnaissance pour leurs contributions, nous leur avons versé 75 \$ (peu importe le mode de participation). Pour les consultations en personne, cette rémunération a été remise en argent comptant ou en carte-cadeau Visa ou Walmart (à Whitehorse). De plus, 500 \$ en argent a été remis aux Aînées et Aînés et aux gardiennes et gardiens du savoir qui ont coanimé les séances en personne et aidé lors de celles-ci (une de ces personnes par séance).

Comme l'incitatif était remis en main propre, les participantes et participants ont signé un formulaire à des fins de comptabilité et d'audit interne. Toutefois, pour préserver le caractère confidentiel de l'information, leur nom et leur signature ont été caviardés (il ne restait que les initiales) avant la remise des formulaires à l'équipe de comptabilité d'Ipsos.

Les personnes ayant participé via le carrefour en ligne ont reçu une carte-cadeau Visa virtuelle de 75 \$ par courriel.

Consultation des enfants et des jeunes

Nous avons prévu quelques paramètres pour permettre la participation des enfants et des jeunes et adapter notre approche à certaines considérations comme l'âge, le consentement et la participation du parent ou tuteur, considérations que nous avons gardées en tête pendant la consultation.

Seulement une personne n'ayant pas 18 ans a participé au carrefour. Les autres participantes et participants (aux deux initiatives de consultation) étaient des adultes. Des parents, entre autres, ont parlé de l'agression à caractère sexuel subie par leur enfant.

Quelques personnes ont désapprouvé l'obligation pour les jeunes d'obtenir le consentement parental pour participer au sondage, parce que certains pourraient préférer ne pas le demander : « Ça revient à dire aux jeunes qu'elles et ils n'ont pas de voix avant 19 ans. »

Limites

Les principales conclusions et recommandations reposent sur les récits entendus aux cercles de partage en personne et aux entrevues et lus sur le carrefour en ligne. Les voix des participantes et participants ont été mises au premier plan et ont servi de pilier à la préparation des conclusions et des recommandations du rapport. Il convient de noter que même si le niveau de participation était élevé, certains facteurs, dont les suivants, l'ont limité :

- 1. Faible échantillon :** Nous savions qu'il pourrait y avoir des problèmes de recrutement et de participation en raison de la ruralité du territoire, des multiples collectivités incluses et du sujet traité. De plus, selon notre expérience, les communautés nordiques et autochtones sont souvent plus réticentes à participer aux recherches parce qu'elles ont longtemps été dans des relations de recherche néfastes et vu les obstacles à l'accès auxquels elles font face.
- 2. Période :** Nouer des liens est vital quand on s'associe à des collectivités, surtout celles des Premières Nations, et nécessite beaucoup de temps et d'efforts. Nos initiatives de mobilisation visaient à entrer en contact avec les conseils des collectivités pour savoir qui pouvait nous aider à planifier le déplacement sur place. Pour respecter les échéances principales du projet, les consultations en personne ont été menées sur deux semaines en août. Même si cette période résulte d'un report, les consultations devant au départ avoir lieu en juillet, il a tout de même été difficile d'identifier et d'entrer en contact avec les personnes-ressources pendant ce court laps de temps.
- 3. Collectivités en situation de crise :** Ipsos et SISCO n'ont pas pu mener de consultations en personne à Old Crow et à Mayo parce que juste avant le début des séances, des feux incontrôlés ont provoqué l'évacuation de ces collectivités. Les consultations en personne ont donc été annulées parce qu'il nous semblait insensé de faire participer des personnes déjà en situation de crise.
- 4. Consentement éclairé :** Les jeunes de moins de 19 ans devaient obtenir le consentement de leur parent pour participer aux consultations. Nous savions que cette exigence pouvait influencer sur le taux de participation, mais l'avons incluse pour respecter les processus éthiques de recherche normalisés de consentement des participantes et participants. Vu la nature délicate du projet, notre priorité était d'assurer la sécurité des participantes et participants. Nous voulions que les jeunes puissent obtenir du soutien de leur tuteur, au besoin.



Questions posées

Pendant les deux initiatives de consultation, les équipes de recherche des cabinets ont posé des questions aux participantes et participants et classé les réponses par thème dans cinq catégories :

- 1. Connaissance des services offerts :** On a voulu évaluer dans quelle mesure les participantes et participants connaissent les services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel et d'autres ressources ainsi que leur connaissance et compréhension de l'accès des fournisseurs de services et des victimes à ces services et à d'autres mesures de soutien dans leur collectivité ou à Whitehorse.
- 2. Expériences d'utilisation des ressources :** On a posé des questions sur les ressources mises à la disposition des victimes dans chaque collectivité, notamment les services officiels et les mesures de soutien informelles, ainsi que sur l'expérience des victimes ayant fait appel à ces services.
- 3. Ce qui fonctionne bien :** Pour mieux comprendre les forces des services existants et les dynamiques des collectivités, on a demandé aux participantes et participants ce qui fonctionnait bien avec les services et les mesures de soutien en place.
- 4. Difficulté à obtenir de l'aide :** On a demandé aux participantes et participants de nous parler des difficultés et obstacles uniques aux victimes des collectivités rurales du Yukon, notamment pourquoi elles ne recourent pas aux services.
- 5. Options d'amélioration :** Surtout, on a invité les participantes et participants à recommander des façons d'améliorer les mesures de soutien dans les collectivités et la situation des victimes.



Synthèse des résultats : résumé des commentaires par thème

Sont ressortis durant la consultation des victimes de violence à caractère sexuel, des gouvernements et des organismes des Premières Nations du Yukon, des fournisseurs de services et des autres parties prenantes plusieurs thèmes phares mettant en lumière les obstacles et difficultés entourant la dénonciation de la violence à caractère sexuel et l'accès aux services de soutien par les victimes dans les collectivités rurales du Yukon.

Les collectivités éloignées et soudées font face à des défis uniques dissuadant les victimes de se manifester. Des facteurs culturels, historiques et géographiques contribuent à un climat de silence où la peur, la stigmatisation et la méfiance à l'égard des établissements officiels empêchent les victimes d'obtenir justice et soutien. Néanmoins, les collectivités veulent s'attaquer à la violence à caractère sexuel, et plusieurs changements positifs s'opèrent, ouvrant la voie à l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel.

Les conclusions présentées dans la prochaine section synthétisent les résultats de la consultation de l'ensemble des participantes et participants.

« Une chose que j'ai remarquée, c'est que si l'on cherche "agression sexuelle Whitehorse" dans Google, on ne trouve que des nouvelles et un lien du gouvernement du Yukon vers l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel. Même si la page sur l'équipe est utile, sa page d'accueil est trop chargée d'information. On a peur, on souffre, on est traumatisé et on pleure, alors assimiler toute cette information sous forme de paragraphes est simplement impossible. On lit en diagonale, on passe à côté de certaines choses, on est incapable de se concentrer. Cette page doit être plus concise et aller droit au but. Le reste de l'information pourrait se trouver ailleurs sur le site; il suffirait de la chercher lorsqu'on est capable de digérer tout ce contenu. »

– Anonyme

Connaissance des services offerts

Faible connaissance de la façon d'accéder aux services dans les collectivités

La majorité du personnel des gouvernements des Premières Nations du Yukon, des fournisseurs de services communautaires et des victimes connaissaient peu les ressources et services offerts aux victimes dans leur collectivité. Souvent, la connaissance venait d'affiches publiques ou d'annonces à la radio, mais l'information sur les services et comment y accéder ou y aiguiller quelqu'un était peu connue. Une portion importante de ces gens, surtout dans les organismes des Premières Nations, ignorait tout de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel parce que la plupart des services ne sont pas disponibles dans les collectivités rurales.

Du côté des victimes, une façon fréquente de découvrir les services était l'aiguillage par les organismes comme les centres de santé, la GRC et les refuges pour femmes. Certaines personnes avaient été renseignées par des membres de leur famille ou des amies ou amis aux expériences similaires, tandis que d'autres avaient découvert les services par des recherches en ligne et des publicités dans les médias sociaux.

La stigmatisation associée à la victimisation ou la crainte d'être jugé ont alimenté les inquiétudes de confidentialité entourant la recherche d'information. Les victimes ont dit craindre d'être ciblées par des publicités en raison de leur historique de recherche ou de devoir communiquer des renseignements personnels une fois en contact avec les services. D'anciennes expériences négatives avec des services officiels ont contribué à la méfiance envers le gouvernement du Yukon et poussé certaines victimes à renoncer à s'informer sur les options disponibles.

Quelques victimes ont mentionné que leurs recherches sur Google avaient donné peu de résultats sur les ressources offertes au Yukon, et celles qui avaient trouvé le site Web de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel ont indiqué que l'abondance d'information les avait dépassées. Quelques participantes et participants ont mentionné le manque d'accès fiable à Internet comme obstacle à la connaissance des services offerts.

Faible sensibilisation aux agressions à caractère sexuel

Les participantes et participants aux deux initiatives de consultation ont parlé du manque de sensibilisation à la violence à caractère sexuel et de la nécessité de mieux renseigner la population pour que la totalité des membres des collectivités sache ce qu'est une agression à caractère sexuel, l'apparence qu'elle peut prendre, les signes à surveiller (ex. langage corporel, manque de confiance en soi, ecchymoses, dissociation, etc.) et comment demander de l'aide. Certaines victimes ont constaté que beaucoup de gens ignorent avoir commis ou subi une agression à caractère sexuel, parce que les réponses sociales appropriées à ce crime manquent depuis des générations.

Les participantes et participants ont insisté sur l'absence de sensibilisation aux agressions à caractère sexuel dans les collectivités, notamment leur définition, comment y réagir et leur prévention en tant que société. Les victimes ont dit avoir rarement fait appel aux services de santé communautaires après une agression pour avoir une trousse médicolégal pour agression sexuelle, et quelques personnes ont mentionné ignorer comment en obtenir une.

Plusieurs fournisseurs de services ont aussi indiqué que les victimes pouvaient ne pas connaître ou comprendre les processus juridiques et judiciaires ou les ressources offertes, donc choisir de ne pas se manifester. Ils ont souligné que certaines personnes n'ont peut-être pas l'information ou la connaissance nécessaire concernant leurs droits, le processus de dénonciation ou les services de soutien pouvant les aider à s'y retrouver dans le système de justice ou de santé. Cela met en évidence l'importance des initiatives d'information et de sensibilisation pour informer les victimes de leurs options et des ressources disponibles.

Ressources disponibles

Peu de ressources et de mesures de soutien pour les enfants et les jeunes victimes

Les fournisseurs de services et le personnel des gouvernements des Premières Nations ont dit être grandement préoccupés par le manque de services pour les enfants et les jeunes victimes dans les collectivités. Ils ont insisté sur le fait que beaucoup de postes spécialisés dans le soutien à ces victimes, comme les conseillères et conseillers scolaires, les membres de la GRC ayant la formation pertinente, les travailleuses et travailleurs sociaux en région et les intervenantes et intervenants en mieux-être mental des enfants et des jeunes, sont vacants. L'absence de ressources et de personnel spécialement formé sur les agressions à caractère sexuel et les mauvais traitements à l'endroit des enfants accroît fortement la vulnérabilité de cette clientèle. Non seulement cette absence laisse les enfants sans les systèmes de soutien nécessaires, mais elle les rend plus à risque de préjudices prolongés et d'être à nouveau victimes. Quelques participantes et participants ont même indiqué ignorer quoi faire ou qui contacter localement si elles et ils soupçonnent que des enfants ou des jeunes sont victimes d'abus à caractère sexuel.

La GRC, la Section des soins infirmiers communautaires et les Premières Nations assurent le soutien essentiel dans les collectivités

Il a été largement reconnu par un grand nombre de participantes et participants aux deux initiatives de consultation que les ressources et les mesures de soutien à la disposition des victimes de violence à caractère sexuel ailleurs qu'à Whitehorse, Dawson et Watson Lake sont limitées. Dans les petites collectivités, la GRC, la Section des soins infirmiers communautaires et les Premières Nations ont été mentionnées comme les seules ressources immédiates pour les victimes.

Conscients des répercussions durables de la violence à caractère sexuel, les participantes et participants ont parlé du rôle déterminant du counseling et de la thérapie dans la guérison des victimes, y compris les personnes ayant subi des agressions à caractère sexuel récemment ou par le passé. Vu les ressources limitées et les contraintes de dotation, les services de santé mentale ne sont pas toujours disponibles ou culturellement adaptés, ce qui oblige les victimes à dépendre de fournisseurs itinérants présents dans leur collectivité périodiquement. Cela peut entraîner des problèmes et des lacunes dans les services de soutien, parce que les victimes peuvent avoir de la difficulté à faire confiance à une conseillère ou un conseiller externe ou à accéder rapidement et en continu à des services.

La plupart des participantes et participants ont aussi mentionné que les travailleuses et travailleurs des Services aux victimes sont considérés comme offrant un soutien précieux. Ces personnes résident à Dawson et à Watson Lake, mais se déplacent ailleurs pour offrir leurs services, en général seulement pendant les séances d'un tribunal itinérant. Certaines victimes ont dit que le taux de roulement du personnel était élevé, ce qui peut compliquer les choses.

Ce qui fonctionne bien

Personnel connu et digne de confiance

Quelques endroits ont du personnel qui travaille ou vit dans la collectivité depuis longtemps, et ces personnes, comme l'ont mentionné les participantes et participants, ont réussi à nouer un lien de familiarité et de confiance avec les membres de la collectivité. Les victimes ont indiqué qu'une confiance élevée à l'égard du personnel peut créer un milieu plus accueillant et sécuritaire leur permettant de parler de leur expérience, de demander de l'aide et de recourir aux services. L'ensemble des participantes et participants estiment que la présence de visages familiers dans une collectivité peut engendrer un sentiment de réconfort et pousser les victimes à demander de l'aide. Également, les membres du personnel présents et actifs depuis longtemps dans une collectivité comprennent mieux le contexte local, les nuances culturelles et la dynamique de l'endroit.

Cohésion et collaboration dans la collectivité

Le personnel autochtone et les fournisseurs de services communautaires ont signalé que les collectivités s'unissent en temps de crise et démontrent leur force et leur résilience. Ils ont donné des exemples où des membres de collectivités, des fournisseurs de services, la GRC et les Premières Nations, ont noué des partenariats solides et collaboratifs au fil des ans, partenariats qui se sont traduits par la communication et la coordination efficaces des mesures de soutien et par la création de cercles de partage forts. Souvent, le personnel partage ses connaissances et apporte son aide, ce qui mène à une confiance solide parmi les personnes et les organismes.

Il convient de noter que même si ces participants perçoivent habituellement la cohésion de la collectivité comme une force, quand il est question de violence à caractère sexuel, beaucoup parlent de résultats positifs et négatifs. Lorsque la personne commettant l'agression est inconnue dans la collectivité, quelques participantes et participants ont dit que la collectivité s'unit pour soutenir la victime. Toutefois, la réaction peut être tout autre si la personne commettant l'agression est bien connue dans la collectivité. Les participantes et participants ont mentionné que ces situations peuvent être très clivantes et mener au silence, au déni ou au blâme de la victime. C'est d'autant plus vrai lorsque des relations ou connexions familiales entrent en jeu pour la victime et la personne commettant l'agression.

Mesures de soutien et ressources thérapeutiques

Les participantes et participants ont invariablement exprimé leur reconnaissance pour le soutien inestimable fourni par les conseillères et conseillers et les thérapeutes dans les collectivités. Le personnel des gouvernements des Premières Nations et les fournisseurs de services ont expliqué le rôle vital joué par les Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances et les conseillères et conseillers spécialisés ayant conclu des contrats avec les Premières Nations dans l'offre d'aide à la guérison dans les collectivités du Yukon. Selon l'endroit, ces personnes habitent la collectivité ou s'y rendent. Le personnel des gouvernements des Premières Nations et les fournisseurs de services sont d'avis que ces gens s'efforcent d'établir des liens solides et d'insuffler un sentiment de sécurité et d'aisance chez les personnes cherchant à obtenir de l'aide.

Les victimes ont aussi décrit le personnel de soutien thérapeutique comme étant compréhensif et attentionné, et étaient soulagées d'avoir quelqu'un à qui parler.

Stimulation de la sensibilisation, de l'intérêt et de la participation

Les fournisseurs de services communautaires ont mentionné que certains organismes participent activement à la lutte contre la violence à caractère sexuel et qu'il y a une forte volonté d'aider. Dans certaines collectivités, les participantes et participants ont dit que les gouvernements des Premières Nations souhaitaient proposer plus d'options de services et de soutien et que des efforts étaient faits pour instaurer de nouveaux programmes susceptibles d'améliorer et compléter l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel. En général, ces participantes et participants ont remarqué que les collectivités désirent participer et que cette volonté est un point de départ décisif pour l'offre des services de l'équipe.

Dans les deux initiatives de consultation, les participantes et participants ont félicité le gouvernement du Yukon d'avoir pris le problème de la violence à caractère sexuel au sérieux et d'avoir créé l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel et déployé des efforts pour offrir les services de celle-ci dans les collectivités rurales.

Meilleure disponibilité des services

Même si la plupart des participantes et participants ont fait remarquer le manque généralisé de services complets pour les victimes d'agression à caractère sexuel dans les collectivités rurales, les gouvernements des Premières Nations et les fournisseurs de services ont quand même parlé de plusieurs aspects positifs des services en place. Ces personnes ont dit qu'il s'offre plus de services qu'avant, notamment une équipe pédiatrique, des équipes d'évacuation sanitaire formées pour travailler avec les enfants, des médecins formés sur l'utilisation des trousseaux, des centres des Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances, la ligne d'écoute

en cas d'agression à caractère sexuel ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel basée à Whitehorse. Même s'il reste plusieurs difficultés, notamment des problèmes de dotation en personnel, les commentaires indiquaient qu'en général, la situation s'est beaucoup améliorée.

À Dawson et à Watson Lake, les victimes de violence à caractère sexuel ont accès à un plus large éventail de ressources essentielles et à des soins plus complets, comme des hôpitaux, du personnel résident des Services aux victimes et des refuges pour femmes. Certains de ces services sont accessibles en tout temps, ce qui permet d'aider immédiatement les victimes en situation de crise. De plus, la présence de refuges pour femmes dans ces collectivités renforce les efforts de sensibilisation et de prévention parce qu'il s'agit de partenaires majeurs de la lutte contre la violence à caractère sexuel.

Initiatives de prévention

Pendant la consultation des fournisseurs de services et du personnel des gouvernements Premières Nations, les équipes de recherche ont appris que certaines collectivités avaient lancé de leur propre chef des initiatives de sensibilisation à la violence à caractère sexuel et de prévention de ce type de violence. Les participantes et participants de ces collectivités ont parlé du rôle primordial de la sensibilisation dans la création d'une culture de respect et de compréhension, et dit avoir dirigé divers programmes et différentes campagnes pour communiquer aux jeunes et aux adultes les connaissances, compétences et outils nécessaires pour entretenir des relations saines et repérer les causes profondes de la violence à caractère sexuel et de la violence fondée sur le genre.

Dans certaines collectivités, il a été mentionné que les bars sont plus conscients des cas de violence à caractère sexuel et interviennent davantage par la mobilisation de bénévoles et la sensibilisation des fournisseurs de services essentiels. Le personnel des bars surveillerait la clientèle et interviendrait parfois avant que la situation dégénère.

Obstacles et difficultés de l'accès aux services de soutien

Peur

La majorité des participantes et participants ont reconnu que la peur est ce qui fait le plus hésiter les victimes à recourir aux services et aux mesures de soutien. Cette peur aux multiples facettes est ancrée dans la crainte pour sa sécurité personnelle, le risque d'une nouvelle agression, la possibilité de ne pas être cru et le traumatisme de raconter son expérience encore et encore. La dénonciation même peut parfois entacher la réputation de la victime, surtout dans les collectivités soudées. L'atteinte peut aller jusqu'à la perte d'emploi, l'exclusion sociale, les menaces et la persécution. Cette peur est accentuée par les traumatismes vécus dans les pensionnats et l'héritage tenace de la colonisation dans les communautés autochtones, et les victimes ont mentionné leur crainte profonde qu'on leur retire leur enfant et les dommages indirects pouvant découler de la recherche de justice ou de soutien officiel suivant une agression.

*« Ne fais pas de problèmes. »,
« Tu vas détruire cette famille et
cette collectivité. »*

– Anonyme

Beaucoup de victimes ont parlé de leur peur de créer un fossé dans leur famille, de compromettre l'harmonie de la collectivité et de nuire à la personne ayant commis l'agression. Cette peur est amplifiée par la nature terrifiante des processus institutionnels, la confrontation de la personne ayant commis l'agression en cour, la possibilité que cette personne s'en sorte

sans conséquences et les menaces proférées contre les victimes et leur famille. Parfois, cette peur est tellement dominante que certaines victimes ont dit se sentir incroyablement isolées et incapables de sortir de leur propre collectivité sans accompagnement.

Stigmatisation et honte

En plus de la peur, bien des participantes et participants ont mentionné la stigmatisation et la honte comme obstacles majeurs à l'accès aux services et au soutien. Pendant la consultation, la culture du blâme de la victime est ressortie comme préoccupation importante. Les victimes ont dit qu'on leur pose souvent des questions sur leurs actions, par exemple si elles avaient consommé des substances ou la nature de leur relation avec la personne ayant commis l'agression, se trouvant ainsi à porter le blâme. Les participantes et participants ont fait remarquer le lien existant entre consommation de substances et violence à caractère sexuel, ce qui rend les choses encore plus difficiles pour les victimes ayant un problème de dépendance. Cela place souvent les victimes dans un cercle vicieux où elles se sentent indignes de recevoir du soutien, ce qui accentue leur isolement.

La nature de la relation entre la victime et la personne ayant commis l'agression, surtout si cette dernière est proche de la victime ou est en position de pouvoir dans la collectivité, ne simplifie pas les choses. Les victimes ont dit se sentir souvent coincées et incapables de chercher à obtenir justice quand la personne ayant commis l'agression est respectée ou fait partie de leur famille. Pour beaucoup de victimes, ce genre d'expériences peut avoir commencé à un jeune âge et s'être accompagné de menaces de garder le silence sous peine de destruction de leur famille ou collectivité. Ces réponses sociales négatives placent un fardeau injustifié sur les victimes, qui se sentent responsables de ce qui est arrivé.

Dans les collectivités soudées, les répercussions d'une agression affectent tout le monde. Beaucoup de victimes ont dit avoir dû réprimer leurs traumatismes, principalement à cause des menaces de représailles reçues durant leur vie, ce qui encourage une culture du silence. Par conséquent, un grand nombre d'incidents ne sont pas dénoncés, et ceux qui le sont ne représentent souvent que la pointe de l'iceberg.

« Tout le monde m'appelait pour me dire que j'allais détruire sa vie. »

– Anonyme

Manque de confidentialité dans les collectivités

Bien des participantes et participants ont souligné que le manque de confidentialité est l'une des principales raisons pour lesquelles les victimes peuvent hésiter à faire appel aux services et aux mesures de soutien. Dans les petites collectivités, il est beaucoup plus probable que la personne ayant commis l'agression soit connue, ce qui amplifie la peur d'atteinte à la confidentialité. La nature soudée des collectivités signifie souvent la propagation rapide de l'information, et les victimes risquent d'être exposées au jugement, aux rumeurs ou même à des représailles.

La plupart des participantes et participants ont mentionné que les victimes peuvent se sentir mal à l'aise de parler directement aux fournisseurs de services de la collectivité locale, aux travailleuses et travailleurs de soutien communautaire ou aux membres de leur Première Nation en raison de la dynamique de la collectivité, et que l'intimité entre les habitantes et habitants peut pousser les victimes à avoir de la difficulté à croire que l'information les concernant restera confidentielle. Il a été soulevé que la population sait généralement « à qui appartient telle ou telle voiture », donc qu'il est très difficile pour une victime de rester anonyme quand elle accède à des ressources dans sa collectivité. De plus, si la personne ayant commis l'agression a un lien familial ou personnel avec une travailleuse ou un travailleur de soutien ou un membre du personnel, la victime peut craindre pour la protection de sa vie privée si elle demande de l'aide.

« La confidentialité, c'est une farce ici. »

– Anonyme

Une autre préoccupation importante soulevée par plusieurs personnes est que la victime et la personne ayant commis l'agression recourent aux services de la même ressource, ce qui pourrait créer un conflit d'intérêts et nuire à l'aide. Si la personne ayant commis l'agression obtient déjà des services ou du soutien, cela multiplie l'appréhension et empêche les victimes de demander de l'aide.

Comme l'ont décrit quelques participantes et participants, dans certaines petites collectivités, il importe peu s'il existe des services locaux, parce que les victimes, jugeant ces problèmes de confidentialité comme insurmontables, se sentent trop mal à l'aise pour recourir aux services, comme les refuges, qu'elles ne voient pas comme des espaces sécuritaires ou confidentiels.

Influence négative des répercussions tenaces du colonialisme et des pensionnats sur le traitement de la violence à caractère sexuel

Plusieurs participantes et participants ont souligné que les effets profonds et durables de la colonisation et des traumatismes intergénérationnels continuent de se faire sentir dans les collectivités autochtones, qui peinent à lutter contre la violence à caractère sexuel. Les participantes et participants ont signalé que le fait d'être Autochtone et une survivante ou un survivant de la violence à caractère sexuel peut accentuer les sentiments de honte et d'isolement.

Certaines victimes ont dit que les mauvais traitements subis dans les pensionnats pendant leur enfance ou que leur expérience d'enfant d'une personne forcée de fréquenter un pensionnat ont toujours des répercussions. Elles ont ajouté que la violence subie dans les pensionnats s'est transformée en comportements néfastes. Certaines ont vu ou vécu de la violence à caractère sexuel à un jeune âge, et beaucoup ont dit n'avoir reçu aucune aide pour gérer les effets de cette victimisation. Elles s'attendent donc à un manque de réponses sociales positives et de responsabilisation, ce qui alimente une culture de silence et d'impunité.

Les victimes ont dit que la victimisation répétée et continue, la crainte de la personne ayant commis l'agression et le manque de réponses sociales positives des fournisseurs de services et de la collectivité nuisent à leur sentiment de sécurité et de valeur en tant que membre de la collectivité. Elles ont insisté sur le fait que les mauvais traitements subis dans les pensionnats ont fait beaucoup de victimes, dont des Aînés et Aînées vivant dans un état de simple survie plutôt que d'épanouissement parce qu'elles et ils n'ont pas eu accès au soutien psychologique et émotionnel nécessaire.

Méfiance à l'égard des établissements et racisme systémique au sein de ceux-ci

L'un des thèmes récurrents des consultations était le racisme systémique présent dans les établissements de santé, de justice et autres du gouvernement et la méfiance des victimes autochtones à l'égard de ceux-ci. Les participantes et participants ont parlé des répercussions importantes des préjugés raciaux sur le traitement des victimes, surtout dans les communautés autochtones. De tels préjugés entraînent un accès inéquitable aux services, du favoritisme et un manque flagrant de respect de la culture, ce qui amplifie encore plus les difficultés des victimes.

Les victimes ont dit craindre d'être mal traitées dans les hôpitaux, les centres de santé et les foyers de soins de longue durée. Bien des participantes et participants ont raconté leur expérience et celle de membres de leur famille qui ont subi de la discrimination et n'ont pas bien été traités par les fournisseurs de soins de santé. Les victimes ont indiqué qu'il n'est pas rare que

les stéréotypes se perpétuent, dont la croyance que tous les peuples des Premières Nations ont des problèmes de dépendance, et ces stéréotypes les découragent de demander de l'aide.

Les professionnelles et professionnels ayant œuvré dans les systèmes de santé et de justice ont reconnu qu'il y a au sein de ceux-ci des problèmes et préjugés, et qu'il faut déployer des efforts considérables pour éliminer le racisme systémique. La GRC, malgré ses réformes, reste un service à l'égard duquel se méfient les victimes vu son passé associé à des actions empreintes de préjugés raciaux. La méfiance découle aussi du défaut général d'offrir des soins adaptés à la culture dans les domaines de la santé, des services sociaux et de la justice. Les victimes ont dit se sentir négligées et à risque de subir un nouveau traumatisme. Le manque évident de représentation autochtone dans ces systèmes creuse le fossé et pousse encore plus les victimes à douter que leur expérience unique sera réellement comprise et qu'elles recevront vraiment un traitement.

Des victimes ont aussi perçu les tentatives précédentes de consulter les Premières Nations comme étant superficielles et un exercice de « cases à cocher » plutôt qu'un intérêt réel à aider les gens des collectivités. Certaines estiment que le gouvernement du Yukon ne « joint pas la parole à l'action » et que les populations autochtones doivent lutter et militer par elles-mêmes pour accomplir quoi que ce soit. Les participantes et participants ont insisté sur la nécessité de comprendre les valeurs culturelles des Premières Nations et leur rôle important dans la préparation des politiques de promotion de la guérison.

Échecs du système de justice

Un thème récurrent des initiatives de consultation était l'énorme traumatisme associé au processus judiciaire. Une procédure peut être éprouvante, longue et bouleversante, et l'idée de revivre un traumatisme, d'être contre-interrogée et potentiellement de ne pas être crue ou d'être blâmée peut dissuader une personne d'obtenir justice. Quelques participantes et participants estiment aussi qu'il ne vaut pas vraiment la peine de recourir au système de justice, car il ne permet pas la réadaptation, et dans certains cas, les approches de justice réparatrice ne sont pas avantageuses parce qu'elles visent plus à aider la personne accusée que la victime.

La plupart des participantes et participants ont exprimé une profonde inquiétude quant au taux dangereusement bas de condamnation pour les agressions sexuelles, taux qui met en évidence la grande difficulté à prouver ce genre d'affaires, qui sont souvent rejetées parce que le manque de preuves crée une situation où on oppose la parole d'une personne à celle de l'autre. Les victimes ont aussi mentionné n'avoir reçu aucun suivi ni aucune nouvelle sur le dénouement de la part de la GRC quand elles ont porté plainte, et d'après les participantes et participants, même quand il y a condamnation, les conséquences ne sont pas proportionnelles au traumatisme vécu par la victime. Quelques personnes ont mentionné que parfois, la collectivité se rassemble autour de la personne accusée plutôt que de la victime. Ce manque de soutien communautaire accentue le parcours déjà ardu des victimes, qui se retrouvent isolées et freinées dans leur volonté d'obtenir justice et de l'aide.

Certains membres du personnel autochtone ont rappelé des cas bien connus d'agressions à caractère sexuel et souligné comment l'importante couverture de ces procès dans une collectivité soudée, combinée au manque perçu de sanctions adéquates des personnes contrevenantes, revient malencontreusement à supprimer la voix des victimes.

« Six mois, ce n'est pas assez. »

– Anonyme

Automédication et engourdissement par l'alcool

Certaines victimes ont confié que la consommation de substances, entre autres l'alcool, sert parfois d'automédication pour bloquer les souvenirs, engourdir la douleur et se dissocier de soi-même et des autres. Les participantes et participants ont révélé que l'abus de substances a atteint un niveau épidémique dans leur collectivité, en particulier chez les personnes vulnérables.

Les victimes ont aussi expliqué que les personnes vulnérables, par exemple celles vivant dans un refuge, sont souvent ciblées, puis poussées à consommer des substances illicites. Les prédateurs agissent de manière intentionnelle et opportuniste. Il n'est pas rare que l'alcool et la drogue servent de monnaie d'échange aux actes sexuels. Ces « appâts » sont parfois utilisés par les personnes cherchant à manipuler psychologiquement une jeune personne ou à pousser quelqu'un (surtout les femmes) à perdre connaissance en vue de l'agresser sexuellement.

Les victimes ont dit que la consommation de substances dans leur collectivité a mené à la violence conjugale, à des surdoses et à des suicides, et que les ressources pour traiter ces problèmes concomitants sont limitées.

Manque de soutien et de ressources en santé mentale

Beaucoup de participantes et participants ont souligné que les répercussions traumatiques de la violence à caractère sexuel requièrent du soutien continu et accessible, et que celui-ci doit aussi traiter les problèmes sous-jacents comme la consommation de substances.

Les victimes ont expliqué qu'il existe très peu de mesures de soutien, programmes et ressources ciblant les agressions à caractère sexuel au Yukon pour aider les victimes et les survivantes et survivants à se réadapter ou à se remettre d'un traumatisme. Par conséquent, les victimes sentent que ce sont elles et leur famille qui portent le fardeau. Dans les petites collectivités, les services essentiels se limitent souvent à la GRC, à la Section des soins infirmiers communautaires et aux Premières Nations, ce qui se traduit par une lacune dans les services, et dans beaucoup de collectivités, ces organismes travaillent en vase clos ou de manière non confidentielle. De plus, il y a actuellement un besoin criant pour du soutien à la gestion de crise disponible en tout temps, parce que certains services ne sont offerts que de 9 h à 17 h du lundi au vendredi, même si bien des incidents surviennent le soir ou la fin de semaine.

Les participantes et participants ont aussi insisté sur le manque criant de services et de mesures de soutien en santé mentale pour les victimes qui sont des hommes ou qui font partie de la communauté 2ELGBTQIA+, de même que pour les autres populations hautement vulnérables. Ce manque se fait sentir à l'échelle du Yukon et n'est pas nécessairement unique aux collectivités.

« Il faut du courage pour demander de l'aide. Donc il faut être là pour les personnes qui le font afin d'éviter une rechute. »

– Anonyme

Soutien inadéquat des victimes autochtones

La plupart des participantes et participants ont souligné que peu de soutien culturel est offert aux victimes autochtones, en particulier celles ayant subi de la violence à caractère sexuel dans les pensionnats. Elles et ils ont dit souhaiter qu'il y ait plus de personnel autochtone fournissant des soins de santé et du counseling, car certaines victimes autochtones peuvent se sentir plus à l'aise de demander l'aide de fournisseurs de services et de personnel autochtones. De plus, des participantes et participants ont recommandé qu'il y ait plus de soutien axé sur la nature pour rétablir les liens avec la culture et la guérison.

« Le soutien en place ne cadre pas mentalement ou spirituellement avec la réalité des peuples des Premières Nations. »

– Anonyme

Les organismes autochtones et les fournisseurs de services communautaires ont aussi parlé du manque de coordination des services entre les collectivités autochtones et les fournisseurs de services externes, surtout entre leur collectivité et Whitehorse ou une plus grande collectivité, comme Dawson et Watson Lake. Ce manque de coordination peut compliquer les soins de suivi pour les victimes autochtones qui s'étaient déplacées pour recevoir des soins, mais sont retournées chez elles pour leur guérison.

Les participantes et participants ont aussi reconnu que certaines personnes ayant commis des agressions ont elles-mêmes été victimes d'agressions à caractère sexuel; la tension complexe qui en résulte dans les collectivités peut brouiller la distinction entre la personne ayant commis l'agression et la victime. Il a été entendu que le traitement efficace de ces enjeux, ainsi que le profond traumatisme historique dans les collectivités autochtones, nécessite des connaissances spécialisées, de la formation et une compréhension approfondie des répercussions continues des pensionnats et de la colonisation.

Haut taux de vacances et de roulement du personnel essentiel dans les collectivités

La majorité des participantes et participants ont expliqué que le manque de personnel stable dans des postes essentiels, comme les travailleuses et travailleurs sociaux, le personnel infirmier, les conseillères et conseillers, les médecins, les travailleuses et travailleurs en mieux-être culturel et soutien et les membres de la GRC, représente un obstacle majeur au soutien efficace des victimes. Ces dernières ont dit que les médecins et le personnel infirmier dans les collectivités occupent souvent un poste temporaire et ne nouent pas de liens avec les personnes recourant aux services.

Bien des participantes et participants ont signalé un nombre élevé de postes vacants dans les services essentiels, ce qui réduit ou rend indisponible le soutien dans certaines collectivités. Il n'est pas rare de voir arriver et repartir du personnel dans les collectivités sans stabilité ou constance à long terme. Certaines victimes ont souligné que la pénurie de personnel dans ces postes signifie souvent qu'il est impossible de consulter du personnel féminin.

« Je pense qu'il faut prendre conscience des problèmes avec le personnel infirmier. Parfois, il n'y a personne, d'autres fois, quelqu'un de déplaisant ou qui se fiche de nous, et tout le monde sait tout. »

– Anonyme

Le personnel et les fournisseurs de services autochtones sont extrêmement préoccupés par la rareté des ressources, ce qui, ils en conviennent, nuit gravement à leur capacité de fournir des soins adéquats et adaptés aux besoins des victimes. C'est particulièrement vrai pour les jeunes victimes vu l'absence de travailleuse ou travailleur social préposé à la protection de la jeunesse dans la plupart des collectivités au moment de la consultation. Toutefois, la majorité de ces participantes et participants ont reconnu les difficultés liées à l'embauche et au maintien en poste de personnel qualifié dans les petites collectivités.

Options de transport limitées

Lors des deux initiatives de consultation, les participantes et participants ont dit s'inquiéter du peu d'options de transport offertes entre les collectivités et Whitehorse, où sont fournis la plupart des services spécialisés. À leur avis, il est très compliqué d'organiser le transport des victimes tout juste après une agression vu le manque de transport public et privé ou d'accès à un véhicule. Il est ainsi difficile de recevoir un traitement pour une blessure grave résultant d'une agression ou d'avoir accès à une trousse médicolégal pour agression sexuelle. On a fait remarquer que les victimes hésitent souvent à recourir aux services si elles doivent entreprendre un long déplacement vers Whitehorse, et certaines d'elles ont parlé du long temps d'attente associé à une évacuation médicale ou pour recevoir les soins médicaux d'urgence appropriés. Les participantes

et participants ont aussi reconnu que les victimes font face à des difficultés financières dès leur arrivée à Whitehorse parce qu'elles doivent s'occuper de leur hébergement et trouver comment retourner chez elles, même si elles avaient fait l'objet d'une évacuation médicale.

De plus, les participantes et participants ont souligné les difficultés et obstacles liés au transport dans leur propre collectivité. À certains endroits, les services d'urgence essentiels offerts en tout temps, comme la GRC ou la Section des soins infirmiers communautaires, sont trop éloignés des secteurs résidentiels. Cela représente une difficulté pour les victimes qui n'ont pas de voiture, car elles doivent parcourir de longues distances, parfois plusieurs kilomètres, ou se déplacer à pied pour obtenir ces services. Ce problème est d'autant plus sérieux en hiver, quand la température peut être dangereusement basse.

Absence d'espaces sécuritaires pour les victimes et infrastructure inadéquate

Un obstacle majeur souvent relevé par les participantes et participants est la rareté d'espaces sécuritaires, comme des refuges, des logements et des maisons d'hébergement pour les victimes, ailleurs qu'à Dawson, Watson Lake et Whitehorse. Certaines victimes ont dit que les refuges à ces endroits n'étaient pas sécuritaires et ne protégeaient pas la vie privée. Elles ont expliqué que les places en refuge sont surtout occupées par des personnes en précarité de logement et non par celles fuyant la violence, et qu'elles ont été témoins d'usage de drogues illicites, de violence et de vol, ce qui fait de ces refuges des endroits dangereux.

Les participantes et participants ont insisté sur le fait que dans les petites collectivités, les personnes ayant commis une agression peuvent retrouver facilement les victimes, qui ont peu d'endroits où se réfugier, ce qui accentue leur sentiment de peur. Sans espaces accessibles et confidentiels, les victimes peuvent hésiter à se manifester et à parler de leur expérience, et sont donc plus vulnérables à de nouveaux préjudices. Dans les collectivités où il y a une maison d'hébergement, les équipes de recherche ont découvert que cette ressource est rarement dotée en personnel et n'est pas réservée aux victimes de violence à caractère sexuel, mais est plutôt à la disposition de quiconque se trouve en situation de crise.

La majorité des participantes et participants ont souligné que dans maintes collectivités, il y a une pénurie importante d'options de logement. Des personnes se retrouvent alors dans des situations précaires où leur survie et leurs besoins fondamentaux prennent le pas sur leur sécurité personnelle. Parfois, endurer la violence est la seule façon de se loger ou de répondre à ses besoins fondamentaux.

Quelques participantes et participants ont dit que le manque d'infrastructure nuit aussi à la prestation des services aux victimes. Il arrive que les entrevues menées après une agression à caractère sexuel ou un témoignage en justice se fassent dans un espace non construit à cette fin qui n'est ni adapté aux victimes, ni sécuritaire pour elles, ni propice à la protection de la confidentialité.

« C'est comme ça que les prédateurs agissent : ils offrent un endroit sécuritaire. Ça fait partie de la manipulation psychologique, de la mise en scène. »

– Anonyme

Manque de formations sur la sécurisation culturelle et tenant compte des traumatismes pour les professionnelles et professionnels

La plupart des participantes et participants ont parlé des obstacles liés au manque de formation adéquate des fournisseurs de soins de santé communautaires, des membres de la GRC, des avocates et avocats, des bénévoles et des autres personnes occupant des postes de première ligne pouvant interagir avec les victimes, en particulier de formation tenant compte des traumatismes ou portant sur les interventions auprès des victimes d'agressions à caractère sexuel. En raison des difficultés de dotation en personnel uniques aux collectivités éloignées, il

a été répété à maintes reprises que certaines professionnelles et certains professionnels ont peu d'expérience de travail direct avec les peuples autochtones. Cela peut faire augmenter le risque de nouveau traumatisme et agir comme facteur dissuasif lorsqu'une victime veut demander de l'aide. La majorité de ces participantes et participants ont reconnu que pour aider les victimes de violence à caractère sexuel, il faut associer à des approches tenant compte des traumatismes des compétences comme l'écoute active, l'empathie, la compréhension des cultures autochtones locales, la sensibilité culturelle et la compréhension des besoins et expériences uniques des victimes.

Les victimes ont souvent mentionné que plutôt que d'être accueillies avec empathie, compréhension et soutien, elles ont vu le blâme rejeté sur elles ou n'ont pas été crues quand elles ont demandé l'aide à la GRC ou à des professionnelles et professionnels de la santé. C'était d'autant plus vrai pour les victimes autochtones, qui ont aussi dit avoir subi du racisme et de la discrimination. Les victimes ont exprimé le désir d'être traitées avec compassion et approchées par les professionnelles et professionnels sans idées préconçues ni préjugés. Il faut pour cela reconnaître le traumatisme subi par une personne sans faire de suppositions sur sa vie, son comportement ou ses choix.

Trousses médicolégales pour agression sexuelle habituellement réservées aux hôpitaux du Yukon

Lors de la consultation de la GRC et du personnel de la santé, l'équipe de recherche a appris qu'il est difficile d'obtenir une trousse médicolégale pour agression sexuelle dans les collectivités suivant une agression. Ces trousses servent à recueillir et à conserver des preuves physiques prélevées sur le corps et les vêtements de la victime après une agression à caractère sexuel. La cueillette et la conservation en bonne et due forme sont cruciales à l'enquête et à une poursuite. Ces participantes et participants ont indiqué que les victimes se présentent rarement dans les centres de santé pour la collecte de preuves, et quelques-unes et uns ont mentionné que le personnel infirmier dans les collectivités ne semble pas formé pour utiliser les trousses. D'autres ont dit se sentir mal à l'aise à l'idée d'utiliser une trousse vu la nature délicate et intrusive de la procédure et le risque que la preuve soit rejetée si elle a été mal recueillie. Il s'agit d'un obstacle important pour les victimes ne souhaitant pas se déplacer dans un grand centre comme Whitehorse, Watson Lake ou Dawson pour se rendre à l'hôpital en vue de la procédure.

Options pour mieux soutenir les victimes

Pendant la consultation des victimes, des gouvernements et des organismes des Premières Nations du Yukon, des fournisseurs de services et des autres parties prenantes, les équipes de recherche ont invité les participantes et participants à suggérer et à recommander des solutions pour améliorer, renforcer et élargir l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel et les autres mesures de soutien aux victimes dans les collectivités rurales. Les réponses de tout le monde ont été combinées pour faire les suggestions suivantes.

« Nous avons besoin de personnel infirmier qui se soucie de nous. Il n'y a aucune compassion. J'ai peur d'aller dans une clinique. »

– Anonyme

Meilleure connaissance des ressources et services destinés aux victimes de violence à caractère sexuel

Les participantes et participants ont insisté sur la nécessité de mieux faire connaître et comprendre au personnel des collectivités du Yukon les ressources destinées aux victimes de violence à caractère sexuel. On souhaite une sensibilisation plus générale à l'aiguillage vers

l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel et les autres services aux victimes, non seulement dans les collectivités éloignées, mais aussi à Whitehorse. La diffusion rapide de l'information dans ces collectivités, surtout dans les médias sociaux et par le bouche-à-oreille, donne à penser qu'une sensibilisation aux services de l'équipe trouverait son chemin jusqu'aux personnes que l'équipe pourrait aider. Les interactions en personne avec les membres de l'équipe consolideraient la compréhension et la confiance. La plupart des participantes et participants demandent à l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel de tenir des campagnes d'information et des formations ainsi que de publier du matériel promotionnel contenant des directives claires sur les mesures de soutien officielles et informelles pouvant aider les victimes de violence à caractère sexuel.

Les victimes veulent avoir accès à plus de ressources en ligne, car celles-ci sont plus faciles à consulter et protègent leur vie privée. Plus précisément, il a été suggéré de créer un site de type « guichet unique » propre au Yukon, avec option de clavardage.

Stratégies de prévention

Bien des participantes et participants ont affirmé qu'il faut une stratégie globale de prévention et de sensibilisation pour lutter contre la violence à caractère sexuel. Certaines personnes ont insisté sur l'importance de mieux faire connaître aux membres des collectivités les relations sexuelles positives et les ressources disponibles, ainsi que d'opérer un changement de culture relativement aux attitudes et d'éliminer les idées préjudiciables menant au rejet du blâme sur la victime.

Pour améliorer la prévention, les participantes et participants ont insisté sur la nécessité de donner à l'école des cours d'éducation à la santé sexuelle uniformes et complets sur des sujets comme le consentement, les relations saines et les réponses aux commentaires sexistes et aux comportements prédateurs. Elles et ils ont aussi souligné l'importance d'inclure les hommes dans les discussions sur la violence à caractère sexuel et de les encourager à prendre le leadership de la promotion du consentement et de la santé mentale. Les participantes et participants ont suggéré de tenir des campagnes de sensibilisation générales de différentes manières, notamment dans les écoles, dans les bars locaux et lors d'événements communautaires.

La collaboration entre les écoles, les Premières Nations, les groupes communautaires, la GRC et les fournisseurs de soins de santé a été recommandée pour favoriser une culture de sensibilité. Les participantes et participants estiment que si ses membres s'unissent, une collectivité peut favoriser la sensibilisation générale et participer à des échanges sécuritaires sur la prévention de la violence à caractère sexuel. Cette approche collaborative peut garantir la participation de plusieurs secteurs, assurant une diffusion élargie et plus efficace de l'information et des ressources.

« Les écoles ont besoin de conseillers tenant compte des traumatismes qui travaillent à temps plein. Il faut des cours d'éducation sexuelle et du soutien. »

– Anonyme

Soutien culturel et guérison axée sur la nature

Pour l'ensemble des participantes et participants, il est primordial qu'il y ait dans la collectivité des ressources en santé mentale et en traitement des dépendances accessibles, adaptées à la culture et continues. Les participantes et participants préconisent l'intégration dans les organismes communautaires de ressources de soutien culturel, notamment des praticiennes et praticiens de la santé mentale autochtones, et insistent sur les pratiques de guérison traditionnelles, les connaissances et les enseignements culturels.

Les victimes ont suggéré qu'on aide les collectivités à instaurer des services de soutien axés sur la nature et sur la culture pour les victimes et les survivantes et survivants d'agressions sexuelles autochtones de tous genres et âges. Les suggestions comprennent l'amélioration des

programmes existants et l'élaboration de services spécialisés, un mélange d'éléments informels et officiels. Les participantes et participants ont recommandé la tenue de retraites ou de camps supervisés par des personnes de confiance pour assurer la sécurité et la continuité de la guérison.

Formation tenant compte des traumatismes à suivre par les fournisseurs de services et les bénévoles

Les participantes et participants aux deux initiatives de consultation ont insisté sur la nécessité de mieux former les fournisseurs de services, les bénévoles et les membres de la famille ou de la collectivité agissant comme personnes de soutien si l'on veut réellement aider les victimes, notamment en leur faisant suivre une formation tenant compte des traumatismes. Elles et ils ont recommandé une formation complète sur divers éléments, comme l'utilisation d'un langage respectueux, l'empathie, la compréhension des répercussions des traumatismes, l'évitement des déclencheurs, la reconnaissance des conséquences des pensionnats, les traumatismes intergénérationnels et la promotion de l'autonomisation et de la collaboration. Elles et ils ont aussi insisté sur le fait que les fournisseurs de services aux victimes doivent communiquer sans rejeter le blâme sur ces dernières ni porter de jugement, connaître les effets physiques et émotionnels des traumatismes, créer des espaces sécuritaires, respecter la diversité culturelle et autonomiser les victimes. En perfectionnant leurs connaissances et leurs compétences par une formation tenant compte des traumatismes, les professionnelles et professionnels peuvent fournir des soins compatissants et adaptés à la culture, ce qui peut pousser les victimes à obtenir des services et de l'aide.

Il a aussi été souligné par certaines personnes que les fournisseurs de services et les bénévoles intervenant auprès des jeunes victimes doivent bien comprendre la dynamique propre à la violence à caractère sexuel et ses répercussions sur les enfants et les jeunes.

Options diversifiées de prestation de services pour répondre aux besoins de chaque victime

Il est ressorti différentes perspectives sur l'accessibilité et la prestation des services aux victimes d'agressions à caractère sexuel dans les collectivités. Quelques participantes et participants privilégiaient l'offre de services dans la collectivité, tandis que d'autres recommandaient que l'offre se fasse ailleurs, plus précisément à Whitehorse, pour éliminer les problèmes de confidentialité.

Certaines victimes ont fortement préconisé l'offre de services par des organismes non gouvernementaux ou par des organismes des Premières Nations vu le racisme systémique et la méfiance depuis toujours envers les fournisseurs de services gouvernementaux, surtout dans les collectivités autochtones.

Si certaines personnes ont insisté sur l'importance d'offrir les services dans les collectivités pour garantir leur accessibilité, d'autres ont priorisé la confidentialité par la prestation de services ailleurs que dans la collectivité. La plupart des participantes et participants s'entendaient pour dire qu'un éventail d'options de prestation de services adaptées aux besoins des personnes et de la collectivité serait plus efficace, puisqu'il prévoirait des services sur place et des services itinérants. Soulignant les problèmes de méfiance de longue date et le racisme systémique, beaucoup de participantes et participants ont recommandé que des organismes non gouvernementaux ou des gouvernements des Premières Nations soient responsables de ces services. Peu importe l'approche choisie, tout le monde estimait qu'il faut des ressources adéquates pour offrir aux victimes plus de services dans la collectivité.

« Avant l'arrivée des Européens, nous étions heureux et vivions en sécurité et en harmonie. Nous étions pacifiques. Nous avons beaucoup de choses à effacer. Nous avons perdu notre équilibre, notre centre d'intérêt. Il est difficile de retrouver la paix. »

– Anonyme

Les victimes ont aussi parlé du besoin d'embaucher plus de personnel autochtone dans les services de santé et de soutien (notamment pour le traitement des traumatismes et des dépendances), dont des conseillères et conseillers et des travailleuses et travailleurs de soutien à temps partiel, et d'avoir une équipe s'occupant en tout temps des situations de crise. Toutes ces ressources doivent pouvoir aider les enfants et les jeunes de chaque Première Nation du Yukon.

Personnel connu et digne de confiance

Les participantes et participants ont souligné que les victimes de violence à caractère sexuel ont besoin de l'aide de personnes connues et compétentes dans leur collectivité. Elles et ils ont aussi insisté sur l'importance d'avoir du personnel de soutien pouvant gagner la confiance de la clientèle et nouer des relations dans la collectivité. Il a été recommandé de créer plus de postes de travailleuses et travailleurs de soutien dans les collectivités pour assurer une approche axée sur les victimes. Les participantes et participants ont indiqué que les victimes seraient sans doute plus enclines à demander de l'aide à des personnes comprenant le contexte local et ayant gagné la confiance des membres de la collectivité et des Premières Nations. Les fournisseurs de services ont laissé entendre que le recours à des personnes externes dans certaines collectivités permettrait d'insuffler un sentiment de confidentialité et de sécurité ainsi que de garantir de multiples options de services et points d'accès aux victimes.

Collaboration pour élargir la zone servie

La plupart des participantes et participants ont rappelé le caractère essentiel de la collaboration dans les collectivités et la nécessité d'offrir des options ou des carrefours locaux pour mieux soutenir les victimes. Elles et ils ont reconnu les difficultés rencontrées par les victimes, qui peuvent être réticentes ou incapables de se déplacer dans un grand centre comme Whitehorse pour obtenir des services. Quelques participantes et participants ont aussi parlé du fait que les services ne sont pas disponibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et que beaucoup d'agressions sexuelles surviennent le soir et la fin de semaine, moments où les services sont souvent fermés ou non disponibles.

Pour remédier à la situation, les participantes et participants ont mis l'accent sur l'importance d'instaurer dans chaque collectivité un réseau exhaustif de services et de ressources accessibles aux victimes après les heures d'ouverture normales et pendant les situations de crise. Notamment, il faut nouer des partenariats avec les organismes locaux, les fournisseurs de services de santé, les Premières Nations et les groupes communautaires pour donner aux victimes de l'information accessible et fiable sur les ressources disponibles. Les participantes et participants ont recommandé la création d'une base de données ou d'un répertoire centralisé et à jour des divers organismes de soutien, services de counseling et services d'aide juridique et des autres ressources pertinentes de la collectivité, et l'embauche d'une personne pour aider les victimes à s'y retrouver. D'autres personnes ont suggéré la mise sur pied d'un comité interorganisme spécialisé pour assurer une meilleure collaboration entre les organismes.

Certains fournisseurs de services ont indiqué que dans les collectivités offrant déjà des services complets (refuges d'urgence, maisons de transition et services hospitaliers et de soins élargis, entre autres), la désignation d'un organisme responsable ou la création d'un poste de coordination des fournisseurs pourrait stimuler l'efficacité et le recours aux services.

Meilleures options de transport

Lors des deux initiatives de consultation, les participantes et participants ont fait ressortir la

nécessité d'améliorer les options de transport des victimes, dans les collectivités mêmes ainsi qu'en direction et en provenance d'endroits comme Dawson, Watson Lake et Whitehorse. Elles et ils ont aussi recommandé l'étude de services de transport fiables, confidentiels et abordables pouvant aider les victimes à obtenir des services de soutien, à assister à des procédures judiciaires ou à recevoir des soins. Cela comprend aussi les options de transport en direction de leur collectivité. Les participantes et participants ont suggéré de recourir aux bénévoles de confiance et au personnel des Services de gestion des urgences, de lancer un « bus-navette » opéré par du personnel ou des bénévoles et d'élaborer des politiques de services de transport payants privés ou publics pour permettre aux victimes d'accéder rapidement aux ressources nécessaires.

Plus d'espaces et d'options sécuritaires

Les participantes et participants ont régulièrement rappelé la nécessité pressante d'avoir plus d'espaces sécuritaires en raison des problèmes rencontrés par les victimes dans les petites collectivités et de la grande difficulté qu'elles peuvent avoir à échapper à la personne ayant commis l'agression. L'accent a été mis sur l'importance d'avoir des logements ou refuges sécuritaires où les victimes et leurs enfants peuvent se mettre immédiatement en sûreté, obtenir de l'aide et se voir proposer des options pour la suite.

Les participantes et participants ont aussi insisté sur l'importance de fournir aux victimes des options viables pour quitter la collectivité si elles le demandent afin d'assurer leur sécurité et d'accéder plus facilement à des ressources confidentielles. Il est crucial d'envisager de déplacer les victimes dans une autre collectivité ou ville où elles pourront se reconstruire sans craindre de rencontrer la personne à l'origine de leur agression.

Formation et orientation stratégique sur l'utilisation des troussees médicolégaes pour agression sexuelle

Le personnel de la santé a souligné l'importance d'avoir une orientation stratégique claire définissant les attentes concernant l'utilisation des troussees médicolégaes pour agression sexuelle dans les collectivités. Il faut notamment bien consigner les choses, recueillir des preuves physiques et avoir en place une chaîne de possession adéquate. Cette orientation devrait comprendre des protocoles normalisés, des procédures et des pratiques exemplaires pour assurer une collecte uniforme et de grande qualité des preuves. Il est aussi crucial de former adéquatement et régulièrement le personnel infirmier si l'on s'attend à ce que ce dernier utilise les troussees dans les collectivités. Le personnel de la santé a aussi insisté sur le fait qu'une formation exhaustive permet d'outiller le personnel infirmier avec les compétences nécessaires pour utiliser les troussees avec compassion et efficacité, ce qui améliore les soins aux victimes et augmente la probabilité que la preuve soit admissible en cour. Certaines personnes ont aussi suggéré que le personnel infirmier des collectivités utilise les troussees sous la supervision et les directives en temps réel et en virtuel de médecins de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel.

Pour assurer l'intégrité de la preuve, ces participantes et participants ont dit souhaiter mieux comprendre les exigences médicolégaes des troussees. Il faudrait clarifier les « exigences minimales » de l'intégrité de la preuve et s'il existe des façons plus faciles et accessibles d'utiliser les troussees ou s'il est possible de prolonger la période normale d'admissibilité de la preuve¹. Il a été recommandé d'étudier davantage avec les partenaires de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel les options pour rendre les troussees plus accessibles dans les collectivités et de confirmer les exigences liées à la remise à temps de la preuve.

« Pour qu'une personne se confie, il faut lui offrir un endroit sécuritaire pour le faire. »

– Anonyme

¹ Au Yukon, on a sept jours pour récupérer une troussee médicolégaale pour agression sexuelle.



Conclusion

La consultation des participantes et participants nous a apporté un éclairage précieux sur l'état actuel des services et des mesures de soutien offerts aux victimes de violence à caractère sexuel dans les collectivités du Yukon. Les commentaires reçus montrent que ces victimes hésitent à faire appel aux ressources ou n'y recourent pas parce qu'elles ne les connaissent pas, qu'elles ont honte et peur, en raison du racisme systémique et vu leur méfiance. Les consultations ont fait ressortir d'autres thèmes majeurs, comme la connaissance limitée des services parmi les fournisseurs de services communautaires des Premières Nations et les victimes, le manque de formation tenant compte des traumatismes chez les professionnelles et professionnels, les limites des ressources, la disponibilité irrégulière des services, le déséquilibre des procédures judiciaires, les obstacles au transport, le soutien culturel limité et le peu de personnel de soutien autochtone.

Pour remédier à la situation, il est essentiel que le gouvernement du Yukon et les partenaires de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel apportent les améliorations ciblées. Entre autres, il faut : mieux promouvoir et faire connaître les services et les connaissances nécessaires dans les collectivités; élargir le bassin de fournisseurs de services par la participation des organismes non gouvernementaux et des organismes des Premières Nations; améliorer les procédures judiciaires, les enquêtes et la participation des victimes dans le système de justice; éliminer les obstacles au transport dans les collectivités éloignées; offrir des ressources mieux adaptées à la culture qui traitent des répercussions continues de la colonisation; et avoir plus de personnel comprenant le contexte local, capable d'interagir avec les victimes et pouvant gagner la confiance de la collectivité tout en assurant la confidentialité.

Les prochaines étapes pourraient comprendre la collaboration entre le gouvernement du Yukon, les organismes partenaires et les Premières Nations du Yukon. Cette collaboration sera fondamentale pour appliquer les améliorations recommandées et relever les défis mentionnés dans ce rapport. En priorisant l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités, le gouvernement du Yukon peut permettre aux victimes de violence à caractère sexuel d'obtenir du soutien et des services complets et adaptés à la culture, tout en axant ses efforts sur la prévention et l'élimination des obstacles systémiques. Cet engagement à l'action contribuera à bâtir un réseau de soutien plus inclusif et adapté, à prioriser les besoins et le mieux-être des victimes et, ultimement, à créer des collectivités plus sécuritaires et saines au Yukon.

Le présent rapport contient de l'information qui pourrait bouleverser ou troubler certaines personnes. Pour obtenir de l'aide immédiate et confidentielle :

Ligne d'écoute en cas d'agression à caractère sexuel

1-844-967-7275

Basée au Yukon et disponible 24 heures par jour, 7 jours sur 7.

sartyukon.ca

Ligne d'aide en cas de crise de suicide

Appelez ou textez le 988 si vous ou une connaissance êtes en situation de crise urgente ou avez des inquiétudes liées au suicide.

Disponible 24 heures par jour, 7 jours sur 7.

Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être

1-855-242-3310 or espoirpourlemieuxetre.ca

Cette ligne permet aux Autochtones d'obtenir immédiatement des conseils en santé mentale ou des services d'intervention en cas de crise.

Disponible 24 heures par jour, 7 jours sur 7.

Jeunesse, J'écoute

Appeler au 1-800-668-6868 ou texter « PARLER » au 686868

Soutien gratuit et confidentiel pour les jeunes. jeunessejecoute.ca/

Disponible 24 heures par jour, 7 jours sur 7.



Annexe

Paramètres finaux de la campagne de médias sociaux pour l'offre des services de l'équipe d'intervention en cas d'agression à caractère sexuel dans les collectivités

La campagne Facebook d'Ipsos visant la consultation des victimes de violence à caractère sexuel du Yukon et de leur famille a généré plus de 169 000 impressions (c'est-à-dire que son contenu a été vu 169 804 fois) sur 17 124 comptes. En ont résulté 586 engagements (mentions « j'aime », commentaires, partages et réactions) et 726 clics vers la page d'accueil du projet.

Dans son ensemble, la campagne a été vue par plus de femmes que d'hommes (55 % contre 43 %). Si cette différence était mince chez les 18 à 24 ans (50 % de femmes, 47 % d'hommes), elle a augmenté de façon constante à chaque tranche d'âge; chez les 55 à 64 ans, il y avait 21 points d'écart entre les genres (59 % de femmes; 38 % d'hommes). *Note* : La somme des pourcentages ne totalise pas 100 % vu la catégorie de genre « inconnu ».

Côté engagements, les femmes de tous âges (sauf les 18 à 24 ans, dont l'engagement était presque égal) étaient disproportionnellement plus susceptibles que les hommes d'« aimer », de partager ou de commenter notre contenu.

Quant aux visites sur la page d'accueil du projet, les femmes étaient généralement deux fois plus susceptibles de cliquer sur la publicité que les hommes. Une analyse approfondie par tranche d'âge a révélé que la page d'accueil a été le plus visitée par les femmes de 25 à 34 ans, suivi par les femmes de 45 à 54 ans, puis de celles âgées de 35 à 44 ans.

Ipsos n'a pas (ne peut pas avoir) de compte Instagram. Néanmoins, les personnes participant au projet ont publié des messages sur leurs comptes personnels Instagram et Facebook pour demander à leurs abonnés et réseaux de diffuser l'information.

En ce qui concerne les publications organiques sur Twitter, Ipsos a eu 955 impressions et un taux d'engagement de 4 %.

SISCO a rejoint 6 957 personnes sur Meta Business, qui englobe Facebook et Instagram.

Your Voice Matters



The Government of Yukon is working with SART partners, Ipsos, and SISCO to expand SART services in Yukon communities.

If you, or a family member, have experienced sexualized assault, we want to hear from you. Your input will help shape better support and services for victims and survivors in Yukon communities.

We offer several ways to contribute:

- Our online hub where you can provide input and remain private
- A one-on-one discussion via phone
- An in-person one-on-one discussion or sharing circle in your community (August)

To participate, scan the QR code or visit:
<https://yourvoicematters.recollective.com/your-voice-matters/join?key=MWpN>



Or call:
416.417.4068

Your identity will be kept confidential.

We deeply value your contribution. To show our appreciation for your courage and time, we'll offer \$75 as a thank you.

#Yukon, #SART, #SurvivorStories, #ShareYourStory, #YourVoiceMatters, #HealingTogether, #YukonCommunities, #YukonFirstNations



Affiche 8,5 x 11

Your Voice Matters



The Government of Yukon is working with SART partners, Ipsos, and SISCO to expand SART services in Yukon communities.

If you, or a family member, have experienced sexualized assault, we want to hear from you. Your input will help shape better support and services for victims and survivors in Yukon communities.

We offer several ways to contribute:

- Our online hub where you can provide input and remain private
- A one-on-one discussion via phone
- An in-person one-on-one discussion or sharing circle in your community (August)

Your identity will be kept confidential.

We deeply value your contribution. To show our appreciation for your courage and time, we'll offer \$75 as a thank you.

To participate, scan the QR code or visit:
<https://yourvoicematters.recollective.com/your-voice-matters/join?key=MWpN>



Or call:
416.417.4068

#Yukon, #SART, #SurvivorStories, #ShareYourStory, #YourVoiceMatters, #HealingTogether, #YukonCommunities, #YukonFirstNations



Publication sur Facebook et Twitter



The carousel consists of three cards, each with a yellow header and the 'Your Voice Matters' title. The first card is a full-width version of the main poster. The second and third cards are smaller versions of the same poster, designed for mobile viewing. Each card includes the same text and QR code as the main poster.

Carrousels sur Instagram et Twitter

What supports and services are needed and could be offered to survivors and victims of sexualized assault?

We want to talk to victims and survivors of sexualized assault about the expansion of SART services into your community.

Flip-over for more information.

If you have been affected by sexualized assault and would be interested in sharing your thoughts on how victims and survivors can be better supported, more information can be found at the link or QR code below.

Options to participate include a one-on-one interview, activities on our online hub, and/or sharing circle. Your identity will be kept confidential. You'll receive \$75 as a 'thank you' for your time.



416.417.4068
<https://yourvoicematters.recollective.com/your-voice-matters/join?key=MWpN>



Carte professionnelle

Your Voice Matters



The Government of Yukon is working with SART partners, Ipsos, and SISCO to expand SART services in Yukon communities.

If you, or a family member, have experienced sexualized assault, we want to hear from you. Your input will help shape better support and services for victims and survivors in Yukon communities.

We offer several ways to contribute:

- Our online hub where you can provide input and remain private
- A one-on-one discussion via phone
- An in-person one-on-one discussion or sharing circle in your community (August)

Your identity will be kept confidential.

We deeply value your contribution. To show our appreciation for your courage and time, we'll offer \$75 as a thank you.

To participate, scan the QR code or visit:
<https://yourvoicematters.recollective.com/your-voice-matters/join?key=MWpN>



Or call:
416.417.4068

#Yukon, #SART, #SurvivorStories, #ShareYourStory, #YourVoiceMatters, #HealingTogether, #YukonCommunities, #YukonFirstNations



Actualité sur Facebook, Instagram et Snapchat

Your Voice Matters



The Government of Yukon is working with SART partners, Ipsos, and SISCO to expand SART services in Yukon communities.

If you, or a family member, have experienced sexualized assault, we want to hear from you. Your input will help shape better support and services for victims and survivors in Yukon communities.

We offer several ways to contribute:

- Our online hub where you can provide input and remain private
- A one-on-one discussion via phone
- An in-person one-on-one discussion or sharing circle in your community (August)

Your identity will be kept confidential.

We deeply value your contribution. To show our appreciation for your courage and time, we'll offer \$75 as a thank you.

To participate, scan the QR code or visit:
<https://yourvoicematters.recollective.com/your-voice-matters/join?key=MWpN>



Or call:
416.417.4068

#Yukon, #SART, #SurvivorStories, #ShareYourStory, #YourVoiceMatters, #HealingTogether, #YukonCommunities, #YukonFirstNations



Carré sur Instagram

